

Le capitalisme c'est le chômage, le racisme, le fascisme et la guerre

Il faut en finir avec ce système pourri !

Depuis la lutte des « sans papiers » on assiste à la bipolarisation de la société française autour des questions du racisme d'Etat et du fascisme. La prise de la mairie de Vitrolles par le Front national (FN) a décuplé ce phénomène. Contre les lois racistes de Debré et contre les fascistes, des dizaines de milliers de manifestants – de la classe ouvrière et de la jeunesse multiethnique – sont descendus dans la rue. Beaucoup de jeunes sont non seulement conscients du danger mortel que représente le FN, mais voient à juste titre dans le fascisme le concentré de toute la barbarie capitaliste. Comme pour la lutte des « sans papiers », les directions réformistes (PS, PCF, etc.) ont sauté dans le train en marche.

A Strasbourg, comme auparavant à Grenoble, Paris, Nice ou Marseille, elles ont tout fait pour dévoyer la volonté de combattre les fascistes dans des protestations impuissantes de pression sur l'Etat bourgeois. Le PS envisage ainsi de réclamer l'« interdiction » du FN par l'Etat. Mais l'Etat bourgeois n'est pas neutre. Tout le monde peut voir comment les flics et les tribunaux protègent la racaille lepéniste et s'en prennent aux manifestants antifascistes. Non seulement l'Etat bourgeois ne s'attaque pas aux fascistes, mais toutes les lois et mesures répressives qui pourraient être édictées contre l'« extrémisme » seront inévitablement utilisées contre la gauche. Nous, trotskystes, sommes allés à Strasbourg pour lutter pour la perspective de mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes, et arracher ceux qui veulent en finir avec la barbarie fasciste à l'emprise des réformistes et des centristes, pour les gagner à notre programme révolutionnaire.

**Défendre le capitalisme
c'est défendre l'austérité
et le racisme**

L'alternative que proposent les Jospin, les Hue et les Krivine, face à la menace fasciste, c'est une nouvelle alliance de collaboration de classes qui, en gérant le capitalisme, ne pourra pas résoudre les problèmes posés par la crise économique, le racisme et la guerre. Une telle alliance sera de ce fait tout autant incapable d'empêcher la montée du fascisme qu'elle est aujourd'hui hostile à de véritables actions de masse contre Le Pen. La seule perspective permettant d'en finir avec tout ce fatras, c'est la révolution socialiste. Nous luttons pour la seule véritable alternative, une nouvelle révolution d'Octobre et pour construire un parti révolu-



Manifestation contre la loi Debré le 22 février à Paris. La terreur raciste d'Etat et la montée du FN provoquent une bipolarisation croissante dans la société.

tionnaire d'avant-garde léniniste-trotskyte, luttant pour un gouvernement ouvrier.

L'exacerbation des rivalités interimpérialistes – que la chute de l'URSS a formidablement intensifiées – avec la mise en place du nouveau désordre mon-

ne font qu'exprimer ouvertement, sans fard et avec violence, les intérêts économiques et politiques des classes dirigeantes européennes dans la conjoncture actuelle. Et la démagogie et la terreur anti-immigrées sont utilisées pour diviser et détourner la classe ouvrière de la lutte unie

**Pour un parti révolutionnaire
prolétarien multiethnique !**

dial explique le développement du chômage et des attaques contre les acquis sociaux. Dans le cadre de ces rivalités, les capitalistes doivent rendre leurs entreprises plus compétitives en augmentant le taux d'exploitation de « leurs » ouvriers. En économie de marché, cela se traduit en licenciements de masse, augmentation des cadences, stagnation ou réduction des salaires, destruction des acquis sociaux, etc. Le capital, en Europe comme dans les autres métropoles impérialistes, n'a plus besoin aujourd'hui d'importer de la main d'œuvre supplémentaire des pays du tiers monde, alors que les jeunes issus de l'immigration sont économiquement superflus et considérés comme une source de troubles sociaux. En prônant une « purification ethnique » par l'expulsion en masse des « immigrés », les fascistes

contre l'offensive capitaliste actuelle.

Le chômage de masse frappe de façon disproportionnée les jeunes, les femmes et les « immigrés ». Il sape l'unité et la capacité de résistance de la classe ouvrière aux attaques du capital en dressant les jeunes contre les vieux, les femmes contre les hommes, les « immigrés » contre les « Français ». Face à ce fléau, nous exigeons la répartition du travail disponible entre toutes les mains ouvrières, sans perte de salaire. La lutte pour imposer de telles mesures ne peut être menée en acceptant le cadre de ce qui est ou n'est pas « possible » sous le capitalisme. Elle doit être partie intégrante d'une lutte révolutionnaire contre les bases mêmes du régime bourgeois.

Les réformistes n'offrent aujourd'hui qu'une façade de « gauche » de l'austérité

et du racisme. En Italie, le gouvernement de front populaire de Prodi et du PDS, avec le soutien des pseudo-communistes de Rifondazione Comunista, met en place toutes les mesures antiouvrières et les lois racistes qu'exige la bourgeoisie italienne. En Allemagne, les directions social-démocrates du syndicat DGB acceptent les plans de restriction et de licenciements dans les mines de charbon. Et sous les différents gouvernements Mitterrand, après 1982, plans d'austérité et campagnes racistes et antisoviétiques se sont succédé, dégoûtant et démoralisant la classe ouvrière, permettant ainsi la montée menaçante des fascistes du FN. Les réformistes, en bons défenseurs du capitalisme qu'ils sont, ne promettent rien d'autre que plus d'austérité, de chômage, de coupes sombres dans les programmes sociaux, d'expulsions en masse des « immigrés clandestins », et sont vus comme faisant partie de l'« establishment » voué à perpétuer un statu quo de plus en plus intolérable. Les fascistes ont ainsi beau jeu de se présenter, aux yeux de la petite-bourgeoisie et des ouvriers les plus arriérés, comme la seule alternative « radicale » à l'ordre établi. Ce qui manque tragiquement c'est un parti révolutionnaire avançant comme perspective le seul moyen d'offrir un avenir à la jeunesse: la révolution socialiste. La Ligue communiste internationale représente le noyau révolutionnaire trotskyte se consacrant à la construction du parti qui dirigera cette révolution.

C'est au nom de l'« intérêt national » ou de l'« intérêt de l'entreprise » que les réformistes ont toujours demandé aux ouvriers de faire les sacrifices « nécessaires », c'est-à-dire d'accepter tous les mauvais coups. Le PCF, dans la droite ligne de ses campagnes chauvines autour de « Produisons français » (qui n'a pu que renforcer la division entre ouvriers « français » et ouvriers « immigrés »), dénonce le traité de Maastricht comme « contraire aux intérêts nationaux ». La défense de l'« intérêt national » enchaîne les travailleurs à « leur » bourgeoisie, et les dresse inévitablement contre les ouvriers des autres pays, aujourd'hui dans les guerres commerciales, demain dans les guerres tout court. C'est d'un point de vue internationaliste prolétarien que la lutte contre le traité de Maastricht doit s'organiser. Nous, trotskystes, disons: l'ennemi principal est dans notre propre pays ! Contre l'Europe du capital et le protectionnisme chauvin, nous luttons pour les Etats-Unis socialistes d'Europe – une économie socialiste planifiée à l'échelle européenne et internationale.

Le chauvinisme, le nationalisme et le racisme renforcent les tentatives de l'en-

Suite page 2



Capitalisme...

Suite de la page 1

nemi de classe pour diviser la classe ouvrière. On a pu le voir dans les grèves de décembre 95. Dans notre supplément du 14 décembre 1995, nous écrivions: « Comme nous pouvons le constater, le refus des directions ouvrières de combattre la terreur raciste fait obstacle à la nécessaire extension de la lutte au secteur privé et industriel principalement, avec sa forte composante combative originaire du Maghreb ou d'Afrique noire. Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici! A bas Vigipirate! » (le Bolchévik n°136, janvier-février 1996). Il est désespérément nécessaire de forger une direction révolutionnaire internationaliste - un parti léniniste enraciné dans la classe ouvrière, tribun du peuple, capable d'unir les travailleurs « français » et « immigrés » dans une lutte commune contre leur ennemi commun, le capitalisme et son racisme. Comme nous l'écrivions en décembre 1995: « Ce qu'il faut, c'est une perspective internationaliste qui tend la main aux travailleurs en lutte en Italie, qui cherche à lier son combat à celui des étudiants qui manifestent en Belgique, qui en appelle aux ouvriers d'Allemagne pour mener la lutte en commun contre les attaques capitalistes. Il est particulièrement crucial de tendre la main, par-dessus la Méditerranée, aux masses nord-africaines qui subissent le joug de l'exploitation impérialiste, et dont les frères de classe sont une composante clé du prolétariat de ce pays » (supplément du 4 décembre 1995, *Ibid.*) Quand les ouvriers algériens appellent les mesures d'austérité de famine du FMI « plan Juppé-bis », ils démontrent concrètement combien les travailleurs immigrés sont un lien vivant entre la métropole et les ex-colonies dont ils sont originaires, que les défendre est non seulement le moyen d'unir et de renforcer les ouvriers « français » et « immigrés » dans leurs luttes, mais aussi le moyen de stimuler les luttes dans les ex-colonies.

L'Etat bourgeois : les bandes armées du capital

Après l'effondrement du stalinisme et la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS qui a suivi, la bourgeoisie a fait une propagande intense sur la soi-disant « mort du communisme », clamant à tout va la fin de la lutte des classes. Mais les luttes de la classe ouvrière sont venues rappeler que la société est bien divisée en deux classes fondamentales. La bourgeoisie, cette petite minorité qui détient les moyens de production, se maintient au pouvoir, contre l'immense majorité de ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, grâce à son Etat, c'est-à-dire ses bandes d'hommes armés (flics, armée, matons). Et la classe ouvrière qui, de par sa place au cœur de la production capitaliste et son pouvoir social, aura le rôle dirigeant à la tête des opprimés, pour renverser le capitalisme.

C'est en période de crise aiguë, de tensions extrêmes entre les classes, que la bourgeoisie a besoin de solutions politiques exceptionnelles. Comme le dit le Programme de transition, le programme

de fondation de la Quatrième Internationale, « les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ». Pour le moment, la bourgeoisie estime qu'elle n'a pas besoin des fascistes. Pourquoi la classe dirigeante aurait-elle besoin d'avoir recours à la barbarie fasciste, avec tous les inconvénients et les dangers que cela comporte, quand la « démocratie » assume les tâches pour lesquelles les fascistes se sont portés volontaires? Avec la récession économique, elle a mis en place l'austérité, est en train de détruire les acquis sociaux, elle a renvoyé « chez eux », comme de nombreux Etats bourgeois « démocratiques », les travailleurs immigrés « excédentaires », et en particulier ceux qui sont privés du droit de citoyenneté.

Bien évidemment, les fascistes du FN tirent profit de l'hystérie anti-immigrée et des attaques antiouvrières, et en retour exercent une pression de plus en plus forte sur les partis de la droite parlementaire et de la gauche réformiste, les poussant à intensifier encore et toujours la terreur raciste d'Etat « républicaine ». On l'a vu récemment avec l'adoption des « lois Debré » racistes par la droite. Et en plein milieu des mobilisations contre les lois Debré, Jospin a lancé une campagne pour la « sécurité » (mot de code pour terreur raciste).

Ces lois scélérates ont pu être comparées avec la législation antijuive de Vichy. En fait, elles ressemblent davantage aux mesures anti-immigrées prises à la fin des années 1930 par la « France des droits de l'Homme » de la Troisième République (et votées par le Parlement du Front populaire de 1936). Ces mesures contre les « étrangers indésirables » visaient principalement les Juifs fuyant les persécutions antisémites dans l'Allemagne nazie et en Europe centrale. Cet arsenal législatif et policier antijuif « démocratique » préparera ainsi le terrain aux lois raciales de Vichy, puis à la déportation vers les camps de la mort nazis des Juifs raflés en masse par la police française. Et l'Etat « républicain » d'aujourd'hui est la continuité de l'Etat de Vichy (même police, même appareil). Les « révélations » sur le passé vichyste de Mitterrand, le procès de Papon - préfet sous Vichy qui a envoyé dans les camps de la mort des centaines de Juifs (dont des enfants) puis préfet de police de Paris, responsable du massacre de centaines d'Algériens dans les rues de Paris en Octobre 1961 - le prouvent.

Dans des conditions de crise extrême et, surtout, quand la bourgeoisie se sent menacée par le prolétariat, elle peut avoir recours aux fascistes. C'est-à-dire qu'elle décide de mettre au pouvoir ceux qui ont comme programme la destruction physique du mouvement ouvrier organisé. Le fascisme n'est pas une série de mauvaises idées comme le proclament tous les réformistes, ni simplement une forme plus radicale de racisme. C'est un programme de génocide pour tous ceux dont les fascistes estiment qu'ils « souillent la pureté de la race ». Ainsi, à la fin de la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie allemande était hantée par le spectre du communisme. Face à une classe ou-

Berlin : une mobilisation combative a stoppé une marche nazie



Cristian V. Polentz

Une mobilisation combative rassemblant des jeunes, des militants de gauche, des syndicalistes, des *Autonomen*, des immigrés et des étudiants juifs a arrêté une provocation fasciste, le 15 février, dans le quartier berlinois de Hellersdorf. C'était une victoire importante contre les bandes nazies qui, encouragées par le racisme du Quatrième Reich, répandent de plus en plus, depuis la contre-révolution capitaliste dans l'ex-RDA, leur terreur meurtrière.

Plusieurs centaines de personnes, dont les trotskystes du Spartakist-Arbeiterpartei, ont rejoint l'action antifasciste à Berlin et ont contraint les fascistes à se planquer derrière des cordons de flics dans un wagon spécial du métro ou à fuir, paniqués, dans des fourgons de police. Ceci a été rendu possible seulement au travers d'une lutte politique féroce contre le PDS

réformiste, qui a demandé l'interdiction de la provocation nazie et qui a tenu une manifestation de protestation impuissante au nom de « la démocratie combative » pour faire pression sur l'Etat bourgeois. En tête de cette action déterminée, qui a stoppé la marche nazie, on pouvait voir la banderole du Spartakist-Arbeiterpartei avec nos mots d'ordre: « Pour des actions de front unique ouvrier pour stopper les nazis! Pleins droits de citoyenneté pour les ouvriers immigrés et leurs familles! »

Plusieurs compagnies de police et des canons à eau ont été déployés pour protéger les assassins fascistes; plus de cent manifestants ont été arrêtés. Levée immédiate de toutes les inculpations contre les manifestants antifascistes! Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées de masse pour arrêter les bandes nazies meurtrières!

vière très puissante et très organisée qui, comme toutes les classes ouvrières du monde, voyait dans la révolution d'Octobre l'exemple à suivre pour se libérer des méfaits du capitalisme, elle s'est posée la question de mettre au pouvoir les fascistes - ce qu'elle fera en 1933. Mais avec la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS, nous sommes aujourd'hui dans une période caractérisée par des luttes défensives contre les attaques bourgeoises, et par un scepticisme compréhensible dans la classe ouvrière par rapport aux partis et au marxisme. La lutte pour un programme de revendications transitoires conduisant inéluctablement le prolétariat à prendre conscience de la nécessité de la révolution socialiste est vitale. Et c'est un parti révolutionnaire qui pourra gagner les ouvriers à cette conscience.

Face à la menace réelle que représentent les fascistes du FN dans ce pays, nous reprenons le programme de Trotsky, de l'Opposition de gauche et des trotskystes allemands qui, dans les années trente, luttaient pour des fronts uniques ouvriers pour écraser les nazis. Les trotskystes combattaient la ligne suicidaire des staliens qui refusaient de combattre la montée des fascistes. Ils appelaient les organisations ouvrières - les staliens et les sociaux-démocrates qui, eux aussi, ne faisaient rien pour s'opposer aux fascistes - à l'action. Mais au lieu de cela, le Comintern dénonçait les sociaux-démocrates comme « sociaux-fascistes » et plus dangereux que les nazis. Les fronts uniques, ce que l'on peut résumer par « marcher séparément, frapper ensemble », permettent des mobilisations unies, les plus larges possibles et au-delà des barrières organisationnelles ou sectaires, pour agir contre ce qui est ressenti par la classe ouvrière comme une menace imminente. Ces mobilisations offrent la possibilité de tester dans l'action les programmes politiques des différentes organisations et permettent aux révolutionnaires, à travers un débat et une lutte ouverts sur les arguments et les idées, de démasquer les réformistes et de gagner leur base. Cela nécessite indépendance et

clarté de la part du parti révolutionnaire. Aujourd'hui, il faut des mobilisations de masse, derrière la puissance de la classe ouvrière organisée, de toutes les victimes potentielles des fascistes - « immigrés », femmes, jeunes, homosexuels, juifs - pour écraser les fascistes avant qu'ils ne nous écrasent. C'est le sens de notre mot d'ordre « mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes! »

Un autre recours pour la bourgeoisie est de laisser entrer au gouvernement des directions des partis ouvriers-bourgeois (comme le PC ou le PS). Ces partis, historiquement issus de la classe ouvrière et de ses luttes, et liés à elle, en particulier à travers les syndicats ouvriers, servent à contenir le sentiment élémentaire des ouvriers qu'il leur faut leur propre parti pour défendre leurs intérêts de classe. En fait, ces partis reflètent les bases matérielles du réformisme et de la bureaucratie pro-capitalistes, ils représentent la conscience de l'« aristocratie ouvrière » qui s'identifie avec l'idéologie bourgeoise et pro-impérialiste. En général, c'est en alliance avec un parti de la bourgeoisie - ce que les trotskystes appellent un front populaire - qu'ils se retrouvent au gouvernement. Nous sommes connus au niveau international pour refuser de voter pour les partis ouvriers qui se trouvent dans de telles coalitions. La contradiction entre les intérêts des ouvriers que les directions de ces partis réformistes disent défendre et leurs intérêts réels - la défense du capitalisme - étant supprimée derrière l'excuse toute prête que « nous ne pouvons faire quoi que ce soit car nos partenaires ne l'accepteront pas », ils deviennent les représentants d'une coalition *bourgeoise*.

L'« extrême gauche », l'aile militante du front populaire en construction

Depuis les grèves de décembre 1995, les ex-pseudo-trotskystes de la LCR se sont faits les entremetteurs d'un nouveau front populaire et s'offrent pour donner une crédibilité aux dirigeants de cette

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Xavier Brunoy
Réalisation: Carine Gance
Diffusion: Henri Riemann

Directeur de publication: Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labor et des industries graphiques.

alliance, déconsidérés aux yeux des ouvriers après tant d'années de sale boulot au service des patrons. On avait déjà vu leur porte-parole, Krivine, aux côtés des Hue, Jospin, Chevènement, Voynet et autres radicaux bourgeois au meeting de Bercy en avril 96. Depuis son dernier congrès, la LCR avance « 10 propositions » qui se placent toutes sur le terrain de la gestion du capitalisme qui est celui des Hue et des Jospin. Ainsi, leur « proposition » traitant du droit de vote pour les « immigrés » accepte la distinction entre « bons immigrés » qu'il faut intégrer et « clandestins » qu'il faut expulser quand elle explique que « *Les hommes et les femmes doivent disposer de droits sociaux et politiques égaux, dès lors qu'ils vivent, travaillent, sont soumis à l'impôt* » (Rouge, 9 janvier). Toutes les lois racistes récentes (celles de Debré comme celles des gouvernements Mitterrand) ont été votées en invoquant ce prétexte. Dans la même veine, on peut citer l'appel à Chirac signé par Krivine (aux côtés des Hue, Jospin et Laguiller) en défense des « sans papiers », et qui déplorait : « *l'image de la France pourrait en être durablement ternie* » (L'Humanité, 21 août 1996). Ce réformisme conséquent est reconnu et récompensé par le gouvernement qui finance la LCR à hauteur de 2 millions de francs annuels au titre de la loi d'aide aux organisations politiques. Il ne lui reste plus qu'à obtenir un strapontin dans un éventuel gouvernement bourgeois « de gauche » !

Sous le titre « *Virons Chirac et ses ministres!* », la Gauche révolutionnaire (GR) propose elle aussi un programme de gouvernement pour le PS et le PCF, « *un plan d'urgence qui contient les quelques mesures radicales qu'un gouvernement ouvrier devrait mettre en oeuvre sous la pression des travailleurs* », en ajoutant « [...] nous n'accepterons pas que les partis de la gauche traditionnelle nous resservent les politiques menées pendant les années Mitterrand et durant "l'Union de la gauche" » (tract de la GR, non daté). La GR colporte ainsi des illusions criminelles dans la possibilité pour les travailleurs de faire pression sur les directions des partis réformistes pour qu'elles mènent une politique contraire aux intérêts de leurs maîtres capitalistes.

Pour la GR, le FN n'est pas fasciste (l'Egalité n° 52, avril). Elle met sur un pied d'égalité le RPR et le FN, présentant le FN comme un peu plus raciste et réactionnaire que les partis de la droite bourgeoise parlementaire. Ce sont de mauvais lendemains qu'elle prépare à la classe ouvrière. Dans les mairies qu'il a prises, on peut avoir un avant-goût dramatique de ce que veut dire le programme fasciste du FN : expulsion des immigrés; enrégimentation de la population par un réseau d'associations sous leur contrôle; exclusion du salon du livre de Toulon de l'écrivain juif Marek Halter; constitution de milices municipales; etc. Mais le FN ne lutte pas pour gérer quelques villes, il lutte pour prendre le pouvoir d'Etat. Le but des fascistes du FN est l'arrestation de tous les militants de gauche et des syndicalistes, la militarisation du travail à travers, entre autres, des « syndicats » corporatistes, les bandes de nazis sillonnant les rues en attaquant tous les membres des communautés considérées « anormales », la guerre, etc.

Lutte ouvrière (LO) est connue pour son indifférence économiste vis-à-vis de la lutte contre les fascistes, contre l'oppression raciste et contre toute forme d'oppression spécifique (cf. notre brochure LO: *Economisme et étroitesse nationale*). Donc LO a boycotté la manifestation de Strasbourg. Se servant comme prétexte des réelles manoeuvres du PS, elle préfère laisser des milliers d'ouvriers et de jeunes entre les mains de ces bureaucrates pourris. Et cet argument est vraiment de mauvaise foi : en effet LO n'a pas eu peur en décembre 1994 de mettre en pratique les politiques racistes de Jospin et de Bayrou en organisant ce que même les fascistes n'ont pas osé faire : à Lille,

Notre drapeau est rouge !

Le 30 mars, au lendemain de la manifestation de protestation contre le congrès du FN à Strasbourg, l'équipe de la LCI, composée de camarades de la LTF et du SpAD, notre section en Allemagne, est intervenue dans un forum organisé dans le cadre de la mobilisation du « Comité de vigilance » (contre l'extrême droite), sur le thème de l'immigration.

À la tribune, entre autres, Mouloud Aounit du MRAP, Fodé Sylla de SOS-Racisme, Ababacar Diop - représentant des « sans papiers ». 350 personnes, dont une bonne partie de jeunes, en particulier de la deuxième génération, assistaient à ce forum. Les interventions de la tribune offraient comme perspective de se battre pour empêcher « l'image démocratique de la France » d'être « salie par les idées du FN », et la défense des « valeurs républicaines ».

Après avoir dénoncé les politiques racistes menées par les gouvernements PS-PCF, et les tentatives pour canaliser les jeunes dans une voie de « capitalisme à visage humain », une de nos camarades est intervenue pour dénoncer la présence la veille, dans le cortège officiel de tête, de drapeaux bleu-blanc-rouge, criant que « *c'est à vomir* », sous les applaudissements d'une partie de la salle et les huées de l'autre. Elle rappellera ensuite que « *ce drapeau est celui des massacres de centaines de milliers de gens, des peuples coloniaux, comme par exemple le peuple algérien* ». Cette intervention provoqua un débat passionné, la tribune répondant pratiquement immédiatement pour expliquer, par la voix d'Aounit, qu'« *il ne*

faut pas laisser le drapeau national au FN ».

Avec cette ligne, les sociaux-démocrates cherchent à mobiliser derrière leur propre bourgeoisie. Ils veulent faire croire qu'il y a un intérêt commun entre la classe bourgeoise d'un côté et la classe ouvrière et les opprimés de l'autre - tous luttant pour un soi-disant but commun, la patrie « démocratique ».

En 1789, au moment de la Révolution française, le drapeau tricolore était, dans toute l'Europe, le point de ralliement du progrès, parce qu'il était le symbole du renversement du féodalisme - un progrès historique qui a libéré la société du carcan du féodalisme, permettant l'essor des sciences, de la culture et des forces productives. Mais en 1848 et 1871, des rivières de sang ont séparé le drapeau tricolore de la bourgeoisie et le drapeau rouge de la classe ouvrière. En 1871, le sang de 40 000 communards a coulé entre le drapeau tricolore des fusilliers versaillais et le drapeau rouge de la Commune de Paris. Le drapeau bleu-blanc-rouge est aujourd'hui celui du chauvinisme impérialiste de notre ennemi de classe, la bourgeoisie française, le drapeau des sales guerres coloniales et des guerres mondiales interimpérialistes.

En 1914-18 et en 1939-45, durant les Première et Deuxième Guerres mondiales, c'est derrière ce drapeau que la bourgeoisie a envoyé à la mort, par millions, les jeunes ouvriers et paysans, comme chair à canon, pour défendre ses intérêts de rapine contre ses rivaux impérialistes. De Sétif à la guerre du Golfe, en passant par Mada-

gascar et les guerres d'Indochine et d'Algérie, c'est derrière ce drapeau que l'impérialisme français a envoyé sa soldatesque pour massacrer les peuples coloniaux et leur sucer le sang. C'est derrière ce drapeau que les paras et les légionnaires terrorisent les peuples d'Afrique pour protéger des dictatures néo-coloniales corrompues.

gascar et les guerres d'Indochine et d'Algérie, c'est derrière ce drapeau que l'impérialisme français a envoyé sa soldatesque pour massacrer les peuples coloniaux et leur sucer le sang. C'est derrière ce drapeau que les paras et les légionnaires terrorisent les peuples d'Afrique pour protéger des dictatures néo-coloniales corrompues.

C'est aussi pour que ce drapeau continue à flotter en Nouvelle-Calédonie qu'Eloi Machoro et les combattants kanaks d'Ouvéa ont été massacrés par les tueurs de l'Etat français. C'est ce drapeau tricolore qui flotte sur le commissariat du XVIII^e arrondissement de Paris, là où Makomé Mbowole a été assassiné par les flics. C'est l'écusson tricolore à la manche que les flics ont assassiné Malik Oussékine.

Non, le drapeau tricolore n'est pas notre drapeau, c'est le drapeau de nos ennemis de classe. Nous laissons aux fascistes, aux bourgeois et à leurs larbins réformistes leur torchon tricolore, maculé du sang des ouvriers et des opprimés. Notre drapeau, c'est le drapeau rouge de la Commune et de la révolution d'Octobre, la première révolution ouvrière victorieuse. Rappelant notre combat pour que « *tous ceux qui sont ici doivent pouvoir y rester* » et pour les « *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés* », notre camarade a conclu : « *La dernière fois dans l'histoire où les pleins droits de citoyenneté sont devenus une réalité, c'était en 1917, quand la bourgeoisie a été renversée par une révolution socialiste, avec la victoire de la classe ouvrière sous la direction d'un parti révolutionnaire, le Parti bolchévique.* »

alors que des lycéens étaient en grève pour défendre leurs camarades voilées menacées d'exclusion, LO a organisé une contre-manifestation pour les exclure !

Dans le titre de son numéro du 4 avril, LO résume parfaitement sa stratégie : « *Pour faire échec au Front national il faut faire payer la crise au patronat* ». Mais comme l'expliquait Trotsky dans « *Encore une fois où va la France?* », la lutte déterminée et nécessaire de la classe ouvrière contre les attaques de la bourgeoisie ou contre les fascistes est inséparable de la préparation à la lutte pour le pouvoir. La bourgeoisie est un ennemi très dangereux avec de puissantes armes à sa disposition. Si on paralyse trop longtemps son économie et si on lui promet une déculottée, on a intérêt à être préparés à renverser son pouvoir et à établir un régime révolutionnaire de la classe ouvrière.

LO est aujourd'hui en train d'éclater. Face à la bipolarisation de la société, les militants qui rompent avec LO doivent mettre en question sa méthodologie économiste. La lutte de Lénine contre les économistes (dont le livre *Que Faire?* est la pièce maîtresse) au début de ce siècle était une lutte pour construire un parti révolutionnaire *tribun du peuple*. Le parti de Lénine se battait pour que la classe ouvrière mette en avant un programme pour la libération de toutes les victimes d'oppressions spécifiques. C'est derrière la puissance sociale de la classe ouvrière et en faisant la révolution que celles-ci pourront se libérer.

À l'« *extrême gauche* » de la chaîne syphilitique du front populaire en gestation, on retrouve une fois de plus les centristes de Pouvoir ouvrier (PO). Au moment où les directions du PS et du PCF s'activent pour canaliser la volonté de lutte contre les fascistes et la terreur raciste vers une nouvelle alliance de collaboration de classes, le tract distribué par PO à la manifestation de Strasbourg est rempli d'appels à des actions plus massives et plus combatives pour stopper le FN. Mais ce tract passe totalement

sous silence les manoeuvres front-populistes des directions réformistes. Or le rôle d'un parti révolutionnaire est d'introduire dans la conscience de la classe ouvrière, des jeunes et de tous les opprimés la nécessité de balayer la bourgeoisie et ses agents dans la classe ouvrière. Et sans un parti révolutionnaire - ce à quoi PO n'appelle pas dans son tract - les appels à la combativité seule ne sont que des appels à ce que les ouvriers et les jeunes se retrouvent derrière les manoeuvres des directions. Et pour cause! Cette organisation affirmait récemment qu'elle n'a « *pas peur d'une nouvelle union de la gauche* » qu'elle accueillera « *à bras ouverts, comme une occasion importante de permettre aux travailleurs de rompre* » avec le PC et le PS (Pouvoir ouvrier n°37, septembre-octobre 1996). Toute l'histoire des fronts populaires, de l'Espagne en 36 à l'Union de la gauche, démontre au contraire que loin d'aider les travailleurs à rompre avec les réformistes, ce genre d'« *expériences* » désarment et affaiblissent la classe ouvrière et renforcent la réaction et les fascistes.

Alors que la politique des réformistes est de faire pression sur l'Etat pour défendre la démocratie bourgeoise, celle des centristes de PO est de faire pression sur ces réformistes. Or les directions ne se dirigent pas forcément sur la gauche « *sous la pression des masses* ». Quelquefois, pour mieux le canaliser et le contenir, les directions réformistes tentent de se mettre à la tête du mouvement des masses. Mais quand ce mouvement menace l'ordre bourgeois, elles passent ouvertement à la contre-révolution, devenant les hommes de mains de la bourgeoisie dans la terreur et la répression contre les ouvriers insurgés. Ce sont les dirigeants sociaux-démocrates Noske et Scheidemann qui ont fait fusiller Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht pour en finir avec l'insurrection spartakiste de 1918-19!

Il faut un parti révolutionnaire qui lutte de façon intransigeante pour l'indé-

pendance de classe afin d'arracher les ouvriers à l'emprise politique des directions réformistes. La classe ouvrière ne fait pas la révolution spontanément. Il lui faut un état-major : un parti révolutionnaire. C'est une des leçons que le parti bolchévique va tirer de la « répétition générale » qu'était la révolution de 1905 - la construction du parti d'avant-garde, le parti bolchévique, qui mènera la classe ouvrière à la victoire en Octobre 1917.

Nous, trotskystes, nous battons internationalement pour construire de tels partis qui dirigeront de nouvelles révolutions d'Octobre, pour mettre en place une société basée sur une économie planifiée internationalement et reposant sur la démocratie des soviets - la seule possibilité de résorber le gouffre économique entre le tiers monde et les pays industrialisés. Une société qui fonctionnera sur la base des besoins de l'humanité et non pas sur celle des intérêts d'une minorité exploiteuse; celle qui créera les bases nécessaires pour le développement des moyens de production, libérés des chaînes du mode de production capitaliste, seule condition pour permettre un développement ininterrompu des forces productives, créant ainsi la base matérielle de l'instauration d'une future société sans classes et sans racisme.

Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes ! Groupes de défense ouvriers pour défendre les grèves et les communautés immigrées ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Répartition du temps de travail entre toutes les mains ouvrières et sans diminution de salaire ! Luttons pour un gouvernement de conseils ouvriers révolutionnaires pour exproprier la bourgeoisie et établir une économie socialiste unifiée ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Impérialistes et Nations unies, bas les pattes devant le tiers monde ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre partout ! Pour des partis trotskystes, sections d'une Quatrième Internationale reforcée !



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Les parties 1 à 3 de cette série (le Bolchévik n° 137 à 139) traitaient des origines de l'anarchisme et des positions de ses figures de proue, comme Proudhon et Bakounine, jusqu'à la Commune de Paris en 1871 et la scission dans la Première Internationale. Les parties 4 et 5 (le Bolchévik n° 140 et 141) analysaient les mouvements anarchiste et syndicaliste dans la période précédant la Première Guerre mondiale. La septième et dernière partie traitera de l'impact de la Révolution bolchévique de 1917 et de la formation de l'Internationale communiste.

Un célèbre conte américain, né de l'imagination de l'écrivain Washington Irving au début du XIX^e siècle, raconte l'histoire de Rip van Winkle. Rip, un bon à rien qui habite un village de la vallée de l'Hudson, près de New York, boit un philtre magique peu de temps avant la guerre d'indépendance américaine et reste endormi pendant vingt ans. Il se réveille dans un monde politique étrange et totalement inattendu. Il s'était endormi sujet du roi Georges III d'Angleterre, et se retrouve maintenant citoyen d'une nouvelle république, les Etats-Unis d'Amérique, avec un président qui s'appelle Georges Washington, quelqu'un dont il n'avait jamais entendu parler avant.

Si un Rip van Winkle de gauche en Europe ou en Amérique du Nord s'était endormi en 1913 et s'était réveillé dix ans plus tard, il aurait lui aussi trouvé le monde politique complètement inconnu et totalement inattendu. Il aurait vu d'anciens militants syndicalistes et anarchistes maintenant rassemblés avec d'ex-sociaux-démocrates de gauche (marxistes) dans un nouveau mouvement international appelé communiste, un terme qui n'était guère utilisé dans la gauche au cours du demi-siècle précédent. D'autres figures de l'anarcho-syndicalisme d'avant-guerre se retrouvaient alliées avec des parlementaires socialistes contre les communistes. Il aurait constaté que l'anarchisme et le syndicalisme n'existaient tout simplement plus en tant que tendances significatives. En même temps, les partis qui s'appelaient encore sociaux-démocrates avaient ouvertement répudié la révolution prolétarienne en faveur de la collaboration de classes et du militarisme nationaliste, et dans beaucoup de cas avaient des ministres dans différents gouvernements capitalistes européens.

En France, avant 1914, la Confédération générale du travail (CGT), de tendance syndicaliste, était l'organisation syndicale dominante. Il existait maintenant deux fédérations syndicales rivales, l'une affiliée aux communistes et l'autre au Parti socialiste réformiste. En Italie, la patrie du mouvement bakouniniste dans les années 1860 et 1870, l'anarchisme avait été marginalisé et le Parti communiste récemment constitué était hégémonique dans l'extrême gauche. Aux Etats-Unis, avant la Première Guerre mondiale, les syndicalistes de l'IWW (Industrial Workers of the World) étaient l'organisation la plus importante à la gauche du Parti socialiste. Mais vers le début des années 1920, le Parti socialiste et l'IWW étaient tous deux devenus des coquilles vides: tous les éléments énergiques, combatifs et entreprenants de la gauche américaine s'étaient regroupés dans l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky.

C'est seulement en Espagne que les anarchistes et les syndicalistes conti-

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la
Révolution bolchévique



Süddeutscher Verlag

Sixième partie : 1914-1918 : la guerre impérialiste et le réalignement de la gauche



Editions D'Avron

Ci-dessus, des députés bolchéviques exilés en Sibérie pour avoir fait de l'agitation contre la Première Guerre mondiale, où des millions de travailleurs ont été massacrés. A droite, le manifeste de la conférence anti-guerre de Zimmerwald, rédigé par Trotsky.

naient à représenter une composante majeure du mouvement ouvrier dans les années 1920. Cet exceptionnalisme ibérique était dû en grande partie au fait que l'Espagne n'avait pas combattu dans la Première Guerre mondiale impérialiste. En conséquence, la gauche espagnole



n'avait pas fait l'expérience des luttes acharnées entre sociaux-chauvins et internationalistes qui dominaient la vie politique ouvrière ailleurs en Europe et en Amérique du Nord.

La social-démocratie, l'anarchisme et le syndicalisme d'avant 1914 étaient morts

en même temps que des millions de jeunes Européens sur les champs de bataille de Tannenberg et de la Somme, de Verdun et de Caporetto. Malgré leurs divergences, Karl Kautsky, le plus en vue des marxistes « orthodoxes », Pierre Kropotkine, la figure de proue de l'anarchisme, et Fernand Pelloutier, le fondateur du syndicalisme français, partageaient un certain nombre de prémisses fondamentales. Tous avaient été influencés par la stabilité de l'ordre bourgeois européen, par la croissance régulière du mouvement ouvrier et par les libertés démocratiques relatives dont ils bénéficiaient à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Les dirigeants et théoriciens des principaux courants de la social-démocratie, de l'anarchisme et du syndicalisme croyaient que l'ère des révolutions et des contre-révolutions violentes en Europe occidentale et en Europe centrale appartenait au passé. Ils envisageaient tous l'établissement d'une société juste, égalitaire et humaine par des moyens essentiellement « civilisés », soutenus ou du moins acceptés par tous les hommes raisonnables de bonne volonté.

Les canons d'août 1914 firent voler en éclats cette vision idyllique d'une révolution sociale paisible. Dans le premier volume de sa remarquable biographie de Trotsky, *le Prophète armé* (1954), l'historien marxiste polonais Isaac Deutscher expliquait comment les futurs communistes avaient été forgés dans le charnier qu'était devenue l'Europe: « [...] le massacre des quatre années à venir, où des millions d'hommes moururent pour que quelques arpents de terre pussent être arrachés à l'ennemi, leur enseigna à dénoncer et à haïr la façade humanitaire et les faux semblants de la politique européenne. Ils en conclurent que si un gouvernement dit civilisé n'hésitait pas, pour faire triompher sa politique de domination, à faire des millions de morts et des dizaines de millions de blessés, alors c'était le devoir des socialistes de ne reculer devant aucun sacrifice pour assurer le triomphe d'un nouvel ordre social qui délivrerait l'humanité de cette monstrueuse folie. Le vieil ordre leur donnait une leçon de brutalité. La "dentelle gothique" de la civilisation européenne avait été mise en pièces, on la foulait aux pieds dans la boue et le sang des tranchées. »

Le traumatisme d'août 1914

La guerre à l'échelle européenne qui éclata en 1914 était anticipée et redoutée par la gauche. Presque trente ans plus tôt, Friedrich Engels l'avait prédite avec une précision saisissante: « Enfin, pour la Prusse-Allemagne, il ne peut plus y avoir d'autre guerre que mondiale, ou mieux, une guerre mondiale d'une ampleur et d'une intensité jamais connue. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront en vidant l'Europe de toute substance, comme jamais un essaim de sauterelles n'a dépouillé un pays. Les dévastations de la Guerre de Trente ans, concentrées sur trois ou quatre ans, s'étendront à tout le continent. Les famines, les épidémies et la misère aiguë ramèneront à la barbarie les armées comme les masses populaires » (introduction à la brochure de Sigismund Borkheim *les Patriotes de la terreur*, reproduite dans le recueil *Marx-Engels - Ecrits militaires*, éditions l'Herne).

Dans les années qui suivirent, la question du militarisme et de comment le combattre devinrent une préoccupation majeure de la Deuxième Internationale (socialiste), traçant une ligne de démarca-

tion de plus en plus marquée entre son aile gauche et son aile droite. Une résolution sur le militarisme adoptée au congrès international de 1907 à Stuttgart, en Allemagne, se terminait par un amendement proposé par Lénine, Rosa Luxemburg et le dirigeant menchévique russe Julius Martov: «*Si une guerre menace d'éclater, le devoir de la classe ouvrière et de ses représentants parlementaires dans les pays impliqués, soutenus par l'activité consolidatrice du Bureau [socialiste] international, est de faire tous les efforts pour empêcher que la guerre n'éclate, par les moyens qu'ils considèrent comme les plus efficaces [...]. Si néanmoins une guerre éclate, leur devoir est d'intervenir pour qu'elle s'achève au plus vite, et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour utiliser la crise économique et politique provoquée par la guerre pour soulever les peuples et hâter par-là même l'abolition de la domination de classe capitaliste.*»

A cette époque, la social-démocratie allemande (SPD) était généralement regardée comme un modèle de parti ouvrier dirigé par des marxistes et comme le noyau central du mouvement socialiste international. De ce fait, quand le 4 août 1914 le groupe social-démocrate au Reichstag (parlement) allemand vota les crédits de guerre, ceci eut un impact traumatisant sur les marxistes révolutionnaires dans le monde entier. Luxemburg fit une dépression nerveuse en réaction à la vague de chauvinisme qui déferla sur le mouvement ouvrier social-démocrate allemand. Lénine refusa initialement d'accorder foi à l'article sur le vote au Reichstag dans le journal du SPD, *Vorwärts*, pensant que ce numéro était un faux fabriqué par le gouvernement du Kaiser. Dans son autobiographie, *Ma Vie* (1930), Trotsky raconte l'état d'esprit qui était le sien à l'époque: «*Le télégramme qui annonçait la capitulation de la social-démocratie allemande me secoua bien plus que la déclaration de guerre, bien que je fusse assez loin d'idéaliser naïvement le socialisme germanique [...]. Je ne m'attendais pas à trouver, en cas de guerre, les leaders officiels de l'Internationale capables de prendre une sérieuse initiative révolutionnaire. Mais je n'aurais pas cru que la social-démocratie pût tout simplement ramper à plat ventre devant le militarisme national.*»

Ce que la social-démocratie allemande était pour les marxistes avant 1914, la Confédération générale du travail française l'était pour les syndicalistes et de nombreux anarchistes: l'organisation ouvrière la plus forte, la plus respectée internationalement qui représentait leur doctrine et leur tradition. Par exemple, en 1913, le journal de l'IWW américain, *Solidarity*, publia une traduction de la brochure *le Syndicalisme français* du secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux. Année après année, les dirigeants syndicalistes français avaient solennellement proclamé qu'ils répondraient à une déclaration de guerre par une grève générale révolutionnaire. Mais quand la guerre fut en fait déclarée, ils rejoignirent immédiatement l'«union sacrée» en défense de l'Etat capitaliste français, avec Jouhaux prêchant la «haine de l'impérialisme allemand» lorsqu'il s'adressait à «ceux qui partent à la guerre».

Le soutien de Pierre Kropotkine à la Grande-Bretagne, à la France et à la Russie contre les puissances centrales fut probablement un choc plus grand pour les militants anarchistes que le tristement célèbre vote des crédits de guerre par les sociaux-démocrates allemands ne le fut pour Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Kropotkine était vu jusqu'alors comme un homme d'un idéalisme et d'une intégrité révolutionnaire irréprochables, non seulement par les anarchistes mais aussi par de nombreux militants de gauche non anarchistes. Né dans la plus haute noblesse russe, il vivait en exil en Angleterre depuis trente ans lorsque la guerre éclata. On ne pouvait distinguer maintenant le partisan de la solidarité de la communauté humaine des chauvins an-



Les dirigeants traités de la social-démocratie, comme Friedrich Ebert (à gauche), aidèrent à mobiliser les jeunes ouvriers allemands pour le massacre fratricide de 1914-18.

glais ou français les plus enragés. Même une biographie hautement sympathique reconnaît que «*tout ce que Kropotkine a fait, comme n'importe quel militariste, a été de parler de canons plus gros et meilleurs, d'exhorter ses amis à "se défendre les histoires habituelles et exagérées d'atrocités commises par les Allemands "qui se battent comme des diables et foulent aux pieds toutes les règles d'humanité"»* (Georges Woodcock et Ivan Avakumovic, *The Anarchist Prince* [1950]). Le vieux populiste et anarchiste russe défendait maintenant l'Etat impérial russe avec l'argument fallacieux que l'alliance militaire avec la Grande-Bretagne et la France conduirait à un «renforcement des forces libéralisatrices en Russie».

Les vues pro-guerre de Kropotkine n'étaient en aucun cas une aberration individuelle dans le mouvement anarchiste. Les principales sommités intellectuelles du mouvement anarchiste en France - Jean Grave, Charles Malato, Paul Reclus - prenaient la défense de leur «propre» Etat capitaliste. L'universitaire anarchiste autrichien Max Nettlau, qui faisait autorité sur les écrits et la vie de Bakounine, soutenait de même la guerre, dans son cas aux côtés des puissances centrales - l'Allemagne du Kaiser Guillaume et l'empire austro-hongrois des Habsbourg.

Des hommes et des femmes qui avaient travaillé en étroite collaboration pendant des années, des décennies même, devinrent d'un seul coup des ennemis politiques acharnés. Lénine dénonça Kautsky, qu'il respectait auparavant comme le plus éminent théoricien marxiste contemporain, comme un «hypocrite achevé et un maître passé dans l'art de proscrire le marxisme». Errico Malatesta,

le vétéran bakouniniste italien, stigmatisait maintenant Kropotkine, son «cher et vieil ami», comme un «anarchiste de gouvernement». Le dirigeant syndicaliste français Alphonse Merrheim, comme Lénine le racontait dans un article sur la conférence anti-guerre de Zimmerwald de 1915, déclarait avec amertume: «*Le parti, Jouhaux et le gouvernement sont trois têtes sous la même casquette*» (Robert Wohl, *French Communism in the Making 1914-1924* [1966]).

Les anarchistes, les syndicalistes et les socialistes anti-guerre trouvaient qu'ils avaient beaucoup plus en commun les uns avec les autres qu'avec leurs anciens camarades devenus maintenant des chauvins et des militaristes. Le réalignment de la gauche se manifesta le plus clairement en France, où toutes les tendances des mouvements anarchistes, syndicalistes et socialistes étaient bien représentées.

Avant 1914, les deux principaux pôles du mouvement ouvrier français avaient été la fraction marxiste «orthodoxe» de Jules Guesde dans le Parti socialiste et la CGT syndicaliste, avec le socialiste éclectique Jean Jaurès jouant le rôle d'intermédiaire entre les deux. Jaurès fut assassiné par un fanatique royaliste réactionnaire à la veille de la guerre. Guesde et Jouhaux devinrent les deux piliers de l'«union sacrée»: le socialiste «marxiste» comme ministre sans portefeuille dans le «cabinet de défense nationale», le dirigeant syndicaliste comme «commissaire de la nation».

Le nombre relativement faible de militants de gauche français qui s'opposaient à la guerre s'étaient organisés autour du «comité pour la reprise des relations internationales». Le noyau et les personnalités les plus connues dans ce groupe étaient des syndicalistes révolu-

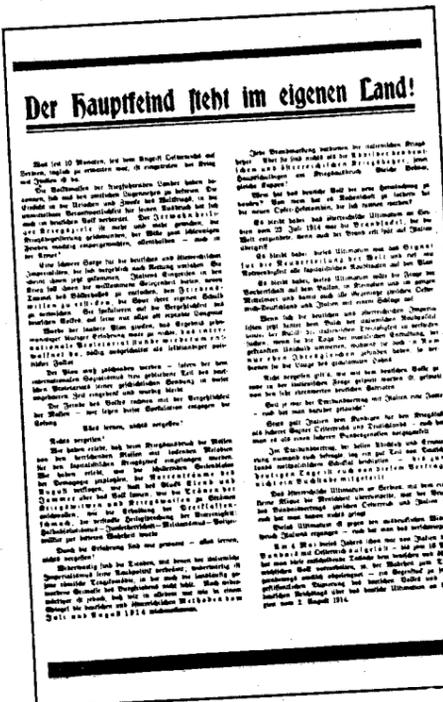
tionnaires - Alphonse Merrheim, Pierre Monatte et Alfred Rosmer - qui furent rejoints par des socialistes et des anarchistes dissidents, quelques-uns fraîchement revenus des tranchées. Léon Trotsky, en exil en France jusqu'à son expulsion de ce pays en 1916, joua un rôle important et en un sens dirigeant pour organiser et orienter ces militants anti-guerre. Un autre émigré révolutionnaire russe était aussi centralement impliqué, Salomon Lozovsky, à cette époque un bolchévique de droite, et qui fut plus tard à la tête du syndicat international affilié à l'Internationale communiste. Les sympathies internationales des syndicalistes de gauche français furent renforcées par la collaboration étroite avec les deux Russes qui les mirent au contact d'un type de marxisme inconnu alors en Europe de l'Ouest. Un vétéran français du comité rappela plus tard comment Trotsky et Lozovsky «discutaient de faire une révolution comme s'ils parlaient sérieusement».

Bien sûr, des différences entre le socialisme marxiste, le syndicalisme et l'anarchisme subsistaient et restaient valides et importantes en termes de comment organiser la société après le renversement du système capitaliste. Mais cela n'avait aucun sens de débattre de cette question avec des gens qui, en collaboration directe et étroite avec la bourgeoisie, soutenaient activement leurs propres Etats capitalistes. La ligne de démarcation fondamentale entre les révolutionnaires et les réformistes, entre les internationalistes et les sociaux-chauvins, remplaçait les catégories d'avant-guerre de socialisme, syndicalisme et anarchisme.

Derrière le social-patriotisme

La formation de l'Internationale communiste en 1919 sous l'impact de la Révolution russe bolchévique fut le point culminant du réalignment de la gauche commencé en août 1914. Le développement du mouvement antimilitariste de Zimmerwald fut en particulier un précurseur direct du Comintern. Néanmoins, tous les militants de gauche anti-guerre de 1914 furent loin de rejoindre l'Internationale communiste. Par exemple, le menchévik russe Julius Martov, qui se considérait marxiste «orthodoxe», le syndicaliste français Alphonse Merrheim et l'anarchiste italien Errico Malatesta s'étaient tous opposés à la guerre et dénonçaient le chauvinisme et le militarisme de leurs anciens camarades d'idées. Mais tous trois s'opposèrent à l'Internationale communiste et chercheront plutôt les uns les autres à faire revivre (bien que sans succès) les mouvements anarchiste, syndicaliste et social-démocrate tels qu'ils existaient avant 1914. Après la guerre, Martov et Merrheim se réunirent avec les principaux courants de la social-démocratie et du syndicalisme chauvins.

Pourquoi les principales organisations
Suite page 8



La proclamation de l'héroïque révolutionnaire socialiste allemand Karl Liebknecht: «L'ennemi principal est dans son propre pays!»



W.W. Norton

Un nouveau journal pour Norden & Cie

Stupidité et village Potemkine

On raconte que pour impressionner la tsarine Catherine en faisant étalage de ses efforts pour développer les steppes russes désolées, le prince Potemkine, au XVIII^e siècle, construisait des façades élaborées de villages artificiels pour qu'elle les voit de son carrosse quand elle traversait la région. C'est le terme « village Potemkine » qui nous est venu à l'esprit quand nous avons vu le premier numéro du journal *Internationalist* (janvier-février 1997), un journal de 64 pages imprimé en bichromie publié récemment par une poignée de gens qui ont fait défection de notre organisation et qui se dénomment l'« Internationalist Group » (IG - Groupe internationaliste).

Jan Norden, ex-rédacteur en chef de *Workers Vanguard*, sa compagne Marjorie Stamberg et son protégé de longue date Negrete ont provoqué leur exclusion de notre organisation en juin 1996 plutôt que d'engager une lutte ouverte sur leurs divergences politiques. Nous écrivions à l'époque que la pathologie organisationnelle de Norden reflétait « une recherche de plus en plus désespérée de forces sociales autres que le prolétariat et de véhicules autres qu'un parti d'avant-garde léniniste pour faire avancer la cause de la lutte pour l'émancipation humaine, ainsi qu'une capitulation devant ces forces » (« Une défection honteuse du trotskysme », *Workers Vanguard* n° 648, 5 juillet 1996). Nous caractérisions cette attitude comme du « pablisme de la deuxième mobilisation », en référence au courant liquidationniste qui a détruit la Quatrième Internationale au début des années 1950.

Confrontés à l'arrivée de la Guerre froide impérialiste et à la création d'Etats ouvriers déformés dirigés par les staliens en Europe de l'Est, les pablistes avaient nié la nécessité de construire des partis trotskystes, et avaient cherché au contraire à faire pression sur les staliens et les sociaux-démocrates pour qu'ils s'engagent dans une voie « approximativement » révolutionnaire. Le pablisme tardif de Norden, à son tour, reflète le désespoir provoqué par la destruction de l'Union soviétique et le triomphalisme des impérialistes sur la « mort du communisme ». Comme nous le notions dans notre article : « Pour Norden, la disproportion entre ce pour quoi nous nous battons et la conscience actuelle de la classe ouvrière était devenue un abîme béant et infranchissable. Lui et Stamberg ont manifesté un pessimisme de plus en plus profond sur la possibilité pour notre parti et son programme révolutionnaire d'avoir un impact dans le "nouvel ordre mondial", pessimisme qui s'exprimait dans leurs diatribes de plus en plus fréquentes contre le propagandisme soi-disant "abstrait" ou "passif" de la LCI. »

Norden et sa petite coterie en sont venus de plus en plus à considérer la lutte pour la clarté programmatique et la direction révolutionnaire comme des obstacles à leurs propres appétits accommodationnistes et suivistes. Notre conception léniniste de la nécessité de lutter pour apporter la conscience révolutionnaire aux luttes défensives de la classe ouvrière est devenue de plus en plus étrangère aux partisans de Norden, qui cherchaient à s'adapter à diverses forces non révolutionnaires, depuis les débris ossifiés de l'ex-bureaucratie stalinienne est-allemande jusqu'à des opportunistes syndicalistes au Brésil. Le premier numéro de *Internationalist*, avec sa glorification d'une omniprésente « riposte »

contre le « nouvel ordre mondial » et son mépris pour la bataille polémique, en fournit une preuve plus que convaincante.

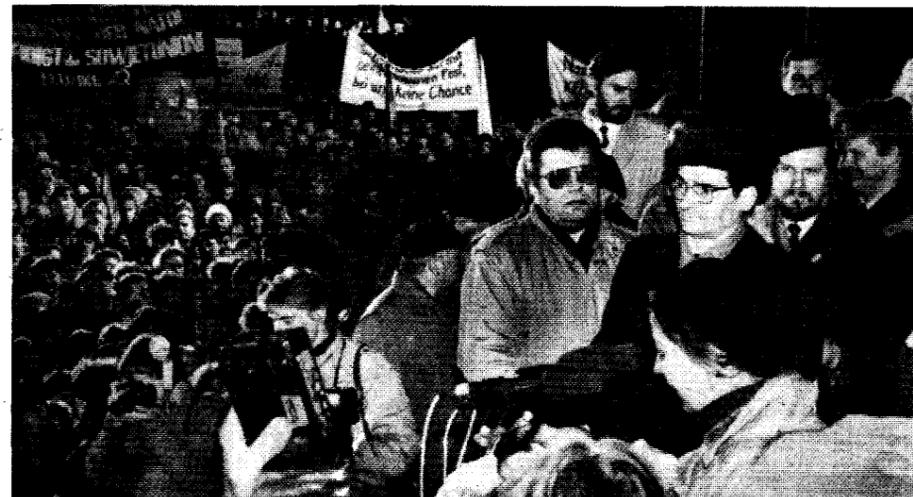
Les premiers numéros de notre journal *Spartacist* fournissent un élément de comparaison. La Revolutionary Tendency (RT - tendance révolutionnaire), précurseur de la Ligue communiste internationale, fut bureaucratiquement exclue du Socialist Workers Party (SWP) en 1963 pour s'être battue contre le ralliement au pablisme de la majorité du SWP, un ralliement exprimé en particulier par son adaptation au castrisme et par sa capitulation devant les libéraux et les nationalistes noirs pendant le mouvement des droits civiques. Le premier numéro de *Spartacist* (février-mars 1964) était consacré à notre bataille pour être réintégré dans le SWP, afin de pouvoir continuer la lutte interne pour regagner les cadres du SWP à une perspective révolutionnaire. L'article de première page avait pour titre « Chasse aux sorcières dans le SWP ». Parmi les autres articles figuraient une analyse du régime castriste et des polémiques contre le SWP et d'autres organisations se proclamant révolutionnaires sur les questions politiques clés.

Nous avons continué à mettre l'accent sur des polémiques consacrées à la dégénérescence droite du SWP y compris lorsqu'il bascula définitivement dans le réformisme en 1965, un basculement qui se manifesta par sa capitulation devant l'appel pacifiste-bourgeois à « Arrêter la guerre au Vietnam ! » Ceci eut pour résultat que plusieurs groupes d'éléments du SWP en mouvement vers la gauche furent gagnés à notre parti au cours de la décennie suivante.

Le « journal de masse » de Norden

Examinons au contraire l'attitude du groupe de Norden. Quelques semaines après leur départ, ces gens déclaraient que la LCI avait pris un « tournant centriste ». En août 1996, ils publiaient une « partie initiale de la déclaration de fondation de l'Internationalist Group » - reproduite maintenant dans *Internationalist* (de toute évidence ils n'ont jamais pu sortir la partie finale) - qui proclamait : « Nous nous sommes battus contre ce tournant, et nous serions encore en train de le faire aujourd'hui dans les rangs de la LCI n'eut été notre exclusion, qui avait le caractère d'une attaque préventive pour prévenir une lutte fractionnelle ».

L'affirmation selon laquelle ils se battraient encore au sein de la LCI est risible. Nos origines en tant que tendance



En janvier 1990, la LCI a été à l'initiative d'une manifestation antifasciste de masse à Treptower Park, à Berlin. A la tribune, notre porte-parole a dénoncé les trahisons staliennes et appelé au pouvoir des soviets ouvriers.



Le journal l'« Internationalist » rappelle le « journal de masse » bidon que Norden publiait au début des années 1970, avant de rejoindre la Spartacist League.

minoritaire qui a été bureaucratiquement exclue ont imprimé de façon indélébile dans notre conscience le fait que les minorités peuvent aussi avoir raison. C'est pourquoi, contrairement à d'autres groupes de gauche, nos statuts reconnaissent les droits des fractions et des tendances minoritaires - et nous avons continuellement incité Norden et ses camarades d'idées à faire usage de ces droits pour poursuivre un débat politique conformément aux normes du centralisme démocratique, au lieu de faire du tort au parti en continuant leur fractionnalisme clandestin permanent. Moins d'un mois avant sa défection, Norden a écrit un document intitulé « A propos de l'invention de "fractions non déclarées" » (10 mai 1996), dans lequel il insistait catégoriquement : « Il n'y a pas de "fraction des quatre" non déclarée dans la LCI. » Et le 7 juin, le soir précédant le procès organisé par le parti et qu'ils ont boycotté, Norden et Stamberg envoyèrent un document dans lequel ils continuaient à se plaindre que nous étions en train « d'essayer de provoquer prématurément la formation de groupes fractionnels là où il y a une base politique insuffisante pour leur existence ».

Depuis leur défection, les partisans de Norden ont tenté de mettre la plus grande distance possible entre eux et notre

organisation. Au lieu de chercher à gagner nos militants en prouvant notre soi-disant « tournant centriste » par des polémiques contre nous sur les questions clé du moment, ils se sont adressés à un petit groupe composé des éléments les plus droitiers et les plus démoralisés autour de la périphérie de la Spartacist League, en visant des personnes qui cherchent à justifier leur propre démission, antérieurement, de notre organisation. Dans la mesure où *Internationalist* traite de la LCI, cela prend essentiellement la forme de réimpression de déclarations antérieures de l'IG, qui cherchent simplement à donner un alibi à leur défection.

La pénurie de polémiques dans *Internationalist* révèle le rejet centriste, de la part de l'IG, de la lutte pour un parti d'avant-garde léniniste. *Internationalist* est principalement rempli d'articles interminables, descriptifs, journalistiques, depuis la première page (« Mexique : un régime en crise ») jusqu'à la dernière (« La terreur policière raciste à New York déclenche des protestations de colère »). Par sa présentation et son contenu, ce journal est conçu pour donner l'impression de forces plus importantes, et s'adresse à un public « de masse » indifférencié. Ceci rappelle ce que Léon Trotsky écrivait dans son article de 1935, « Qu'est-ce qu'un journal de masse ? » Lorsque le groupe français autour de Molinier lança un « journal de masse » bidon qui promettait de parler « le langage des usines et des champs », de dire « la misère qui y règne », d'en exprimer les passions et d'en exalter la révolte, Trotsky avait ce commentaire cinglant : « C'est là une très louable intention, bien que les masses connaissent très bien leur propre misère et leurs propres sentiments de révolte - étouffés par les appareils patriotiques avec l'aide des pivertistes [centristes]. Ce que la masse peut exiger d'un journal, c'est un programme clair et une direction juste. »

Dans la même veine, il convient de noter l'absence de toute tentative de la part de l'Internationalist Group pour se définir par opposition aux autres organisations et tendances qui se réclament du trotskysme. Un parti léniniste s'efforce de recruter dans ses rangs les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires les plus avancés. Pour ce faire, il doit démasquer politiquement les prétentions d'autres tendances dans le mouvement ouvrier, en particulier des centristes qui cherchent à se faire passer pour des révolutionnaires. Ainsi, la majeure partie des *Oeuvres complètes* de Lénine est constituée non de descriptions de comment les masses ouvrières sont opprimées, mais d'articles polémiques qui délimitent de manière tranchante l'avant-garde léniniste par rapport au menchévisme et au centrisme.

Un alibi pour une honteuse défection

Comme les partisans de Norden ne peuvent faire état d'aucune déviation programmatique à l'appui de leur accusation que la LCI « se dirige vers le centrisme », ils doivent échafauder de toutes pièces l'accusation que nous aurions « abandonné » la lutte de classe au Brésil en rompant les relations fraternelles avec Luta Metalúrgica/Liga Quarta-Internacionalista do Brasil (LM/LQB). L'idée que les relations fraternelles constituent un processus de test d'un accord programmatique solide, qui exige une lutte politique permanente, est complètement

étrangère aux centristes, comme elle l'était aux partisans de Norden lorsqu'ils étaient dans le parti. Si on peut nous accuser de quelque chose, c'est d'avoir été *excessivement* patients avec LM pendant les presque deux ans pendant lesquels nous avons maintenu des relations fraternelles. Mais Norden et Cie ont essayé, du début à la fin, de saper notre lutte avec LM pour la clarté programmatique : depuis la « Déclaration de relations fraternelles » de septembre 1994 – entièrement écrite par Norden et Negrete pour faire ressortir un niveau et une profondeur d'accord programmatique qui n'existaient pas – jusqu'à leur ultime bloc avec le centrisme amorphe de LM contre la LCI, en passant par leurs tentatives constantes de faire obstruction aux batailles politiques.

Pendant plus d'un an après le début des relations fraternelles avec LM, il n'y eut aucun signe de progrès vers une fusion programmatiquement fondée. Nous avons alors invité un représentant de la direction de LM à une réunion décisive de notre comité exécutif international en janvier 1996. Ce camarade accepta totalement notre caractérisation politique de LM comme une fraction syndicale sans parti. Il déclara qu'il était d'accord sur la nécessité de transformer LM en un groupe de propagande de combat trotskyste, noyau d'un parti d'avant-garde léniniste au Brésil, par le biais d'un calendrier de travail commun – publier un organe de propagande du parti, étendre la présence de LM vers un grand centre urbain, et chercher à gagner de nouvelles recrues parmi la jeune génération. Au cours de cette réunion, nous apprîmes qu'un syndicat d'employés municipaux dont la direction était conseillée par LM incluait une proportion substantielle de flics. Nous avons engagé une bataille avec LM pour mener une campagne pour chasser les flics du syndicat, et nous avons investi des ressources significatives pour maintenir un représentant de la LCI au Brésil afin d'aider à cela et à transformer LM en un noyau trotskyste d'avant-garde.

Après six mois d'intenses discussions politiques, avec un représentant de la LCI sur place et par des lettres répétées de notre secrétariat international, il devint clair que ce que voulait LM/LQB c'était une « internationale » de type village Potemkine, qui financerait et soutiendrait leurs manœuvres syndicales imprincipielles, y compris le poste de « conseiller » non élu de ce syndicat infesté de flics occupé par un dirigeant de LM. Dans une lettre à LM datée du 11 juin 1996, nous avertissions que continuer à « subordonner les questions de principe à la lutte quotidienne pour l'influence dans la direction du syndicat ne peut que mener à la poursuite des provocations de la part de la police, des forces politiques qui dirigent la police et des "militants de gauche" qui leur servent d'auxiliaires [...]. La base fiable pour les marxistes révolutionnaires doit être trouvée, et il faut se battre pour ça, à la base du syndicat – parmi les vrais ouvriers. »

Poses machistes et mensonges

Si LM voulait une « internationale » village Potemkine, les partisans de Norden étaient également désireux d'avoir une « section » brésilienne village Potemkine. Prenant une pose typiquement machiste de combattants de la « lutte de classe », ils affirment sans cesse qu'un représentant de la LCI a dit à LM lors d'une réunion, le 16 juin 1996, que nous devions « retirer nos mains de l'eau bouillante ». Negrete, le protégé de Norden, est passé maître dans l'art de citer hors de leur contexte des demi-phrases qui, lorsqu'elles sont citées entièrement, sont le contraire de ce qu'affirme ce puissant moulin à propagande mensongère. La LM/LQB, alliée de Norden et Negrete possède l'enregistrement sur cassette de cette réunion, donc ils savent ce qui a été effectivement dit. Notre camarade a



Meeting d'hommage à Trotsky en 1940 à New York. La LCI lutte pour reforcer une Quatrième Internationale que Trotsky reconnaît comme sienne.

expliqué à LM que leur politique syndicale « ressemble davantage à la politique de toute la gauche au Brésil et en Amérique latine, qui consiste à essayer de contrôler beaucoup de syndicats pour concurrencer ses rivaux ». Citant la position du dirigeant de LM Cerezo comme quoi la LCI ne voulait « pas s'impliquer dans le vrai travail syndical, là où de vraies luttes existent », le représentant de la LCI répondit que c'était exactement la ligne du groupe centriste LBI, qui soutenait la fraction pro-flics d'Artur Fernandes dans le syndicat des employés municipaux. Notre camarade poursuivit : « Je crois que vous êtes en train de céder à leur pression et d'entrer dans leur jeu. L'Etat bourgeois, Artur, la LBI et toutes ces organisations veulent nous mettre dans un chaudron d'eau bouillante. C'est ça la situation maintenant [...] et nous vous disons, retirons nos mains de cette eau bouillante et consacrons notre attention, notre temps à construire un parti révolutionnaire ! Donc la proposition de notre organisation est que nous travaillions dans le sens d'une transformation consciente de l'organisation brésilienne en un parti trotskyste, qui donne la priorité à la publication d'un journal, qui donne la priorité au recrutement de jeunes ouvriers dans la sidérurgie, qui commence à organiser la possibilité que [...] nous pouvons faire du travail dans une ville industrielle où nous pouvons commencer à entrer en contact avec le prolétariat et avec les jeunes qui cherchent une orientation révolutionnaire [...]. Lénine a décidé de quitter la Russie dans sa jeunesse, d'aller en Angleterre et, depuis l'Angleterre, il a publié un journal, l'Iskra, non parce qu'il avait "peur" de faire du travail dans les syndicats – tout le monde faisait du travail dans les syndicats. En 1903 il écrivit Que faire ? – un livre très important où il dit : vous, les syndicalistes, vous ne ferez pas la révolution – nous avons besoin d'un parti de révolutionnaires professionnels. Et nous ne pouvons pas accuser Lénine d'avoir eu peur, d'avoir quitté la Russie, d'avoir laissé le travail syndical, parce que grâce à ça la révolution russe d'Octobre a été faite. »

Dans une nouvelle « déclaration commune » avec LM/LQB et ailleurs dans l'*Internationalist*, les gens de l'IG répètent l'accusation de lâcheté contre la LCI – qui a pris l'initiative de la lutte pour chasser les flics du syndicat – pour avoir soi-disant « prétendu qu'être associé avec la LQB/LM dans ce travail représentait "des risques inacceptables pour l'avant-garde" ». Voici ce qu'écrivait la LCI dans la lettre du 17 juin 1996 par laquelle nous rompions les relations fraternelles, et qui a été remise en mains propres à LM : « Effectivement, les provocations ont continué et se sont maintenant amplifiées pour devenir une campagne de coups tordus et de violence qui menace non seulement les perspectives pour une avant-garde trotskyste, mais la sécurité physique, l'arrestation et l'emprisonnement éventuels (ou pire) des camarades de LM/LQB, ainsi

que des représentants de la LCI, et qui menacent également l'existence même du syndicat. C'est le comble de l'irresponsabilité politique que de considérer le poste de Cerezo, obtenu par des manœuvres, comme une "conquête" plus importante pour les travailleurs que leur syndicat ou que le parti, qui est l'instrument nécessaire pour la victoire du prolétariat au Brésil et au-delà. Ceci reflète une insouciance présumptueuse vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Les manœuvres opportunistes de LM/LQB au sommet du syndicat sont dans les faits contradictoires avec la tâche de forger un parti trotskyste révolutionnaire. Renoncer au poste auquel tu n'as jamais été élu ne signifie pas que tu dois fuir la bataille politique pour mobiliser la base du syndicat contre les empiétements de l'Etat capitaliste et de ses hommes armés. Nous avons fait tous les efforts possibles pour aider à produire un journal trotskyste au Brésil, notamment en faisant de la propagande et de l'agitation sur les questions urgentes posées aujourd'hui dans les luttes syndicales. La LM/LQB a continuellement retardé la production d'une propagande de parti, ainsi que des polémiques contre la soi-disant gauche qui se livre à la chasse aux sorcières et qui doit être dénoncée et discréditée devant les travailleurs. La LCI a aussi pris ses responsabilités financières et politiques pour vous assister dans votre défense légale [...]. Les pratiques de LM/LQB dans les syndicats, qui sont à l'évidence profondément enracinées, reflètent une séparation incomplète d'avec le front populaire et une continuation des pratiques des pseudo-trotskystes brésiliens, qui manœuvrent de manière similaire dans les syndicats pour se construire une base de pouvoir et pour se dérober à la construction d'un parti léniniste. Savez-vous où vous allez ? Comme LM/LQB est clairement décidée à poursuivre son cours opportuniste, nous dissolvons, par la présente, les relations fraternelles et séparons nos organisations. Nous espérons trouver dans l'avenir des occasions de lutte commune. »

Comme nous l'écrivions dans un précédent article, « La vérité est qu'étant donné leurs propres appétits centristes, les partisans de Norden trouvent incroyable que nous rompions avec un groupe de militants syndicaux pour quelque chose d'aussi peu important pour eux que la question du parti » (*Workers Vanguard* n° 651, 13 septembre 1996). En fait, ce que préfère l'IG, ce sont les eaux tièdes du combinationisme centriste amorphe, qui exalte sans réfléchir la « lutte » des masses et esquivent la difficile lutte pour une direction révolutionnaire.

L'IG « escamote » la révolution permanente

Dans notre article, « Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica » (*le Bolchévik* n° 140, automne 1996), nous avons critiqué l'omission flagrante du programme de la révolution permanente dans la déclaration de relations fraternelles de 1994. Dans leur récente déclaration commune, l'IG et la LQB proclament simplement « la validité maintenue des points d'accord fondamentaux » dans la précédente déclaration, refusant une nouvelle fois de manière tout aussi manifeste de mentionner la révolution permanente. C'est pourtant une question centrale de la stratégie de classe prolétarienne dans les pays semi-coloniaux – pour réaliser même les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, le prolétariat, se plaçant à la tête de la paysannerie, doit arracher le pouvoir à la bourgeoisie locale et se battre pour étendre la révolution socialiste aux pays impérialistes. Ceux qui rejettent cette perspective finissent nécessairement par prôner ou justifier des blocs interclassistes – des fronts populaires – avec des secteurs de la bourgeoisie « nationale » au nom d'un « front unique anti-impérialiste ».

La théorie de la révolution permanente a comme point de départ la compréhension que, du fait du développement interrompu des pays coloniaux et semi-coloniaux résultant de la domination impérialiste, les faibles bourgeoisies locales sont liées à leurs maîtres impérialistes. En même temps, cela donne aux bourgeoisies semi-coloniales une certaine latitude pour mobiliser à l'occasion les masses contre les empiétements impérialistes. Comme Trotsky l'écrivait dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » (1940), « le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat ». Mais le « front unique anti-impérialiste » mène à des défaites souvent sanglantes pour les travailleurs, parce que la bourgeoisie indigène, craignant une remise en cause de sa domination de classe, s'allie aux impérialistes contre le prolétariat mobilisé. Comme l'a montré la sanglante répression par Chang Kai Tchek de la révolution chinoise de 1925-27, la deuxième étape de la « révolution par étapes » est l'assassinat en masse des communistes ! Cela ne fait que souligner

Suite page 9

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) – Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Anarchisme...

Suite de la page 5

de la classe ouvrière dirigées soit par des gens qui se disaient marxistes (Allemagne), soit par des syndicalistes (France) avaient-elles trahi leurs principes proclamés et avaient-elles soutenu leur propre Etat capitaliste dans la guerre impérialiste européenne ? Pourquoi des hommes comme Kropotkine, ayant consacré leur vie entière à la cause de la révolution sociale, ayant subi la prison et l'exil pour leurs idées, étaient-ils maintenant en train de défendre les régimes mêmes qui les avaient persécutés eux et leurs camarades ? L'effondrement dans le social-chauvinisme était-il enraciné dans la nature des mouvements social-démocrate, syndicaliste et anarchiste d'avant 1914 ? La façon de répondre à ces questions a déterminé dans une large mesure quels militants anti-guerre deviendront ou non communistes.

Comme tous les phénomènes historiques importants et complexes, le social-patriotisme qui a englouti la gauche européenne quand éclata la Première Guerre mondiale avait de nombreuses causes agissant à des niveaux différents. A un premier niveau, le social-patriotisme représentait la bureaucratisation du mouvement ouvrier en Europe centrale et occidentale, bureaucratisation qui s'était manifestée de plus en plus par de fortes tendances opportunistes. Comme Lénine l'écrivait en mars 1915 : « Certaines couches de la classe ouvrière (la bureaucratie du mouvement ouvrier et l'aristocratie ouvrière qui bénéficiaient d'une parcelle des revenus provenant de l'exploitation des colonies et de la situation privilégiée de leur "patrie" sur le marché mondial), ainsi que les compagnons de route petits-bourgeois au sein des partis socialistes, ont constitué le principal appui social de ces tendances [opportunistes] et se sont faits les véhicules de l'influence bourgeoise sur le prolétariat » (« La conférence des sections à l'étranger du POSDR »).

La différence entre les directions révolutionnaires et réformistes ne réside pas dans la lutte pour des réformes mais dans l'acceptation – « pour le moment » – du capitalisme. Les réformistes cherchent par conséquent à collaborer avec leur « propre » bourgeoisie, particulièrement avec l'« aile progressiste » tant recherchée (une catégorie qui ne signifiait déjà pas grand chose en 1914, en particulier dans les pays impérialistes). Dans la mesure où, par sa nature même, la bourgeoisie est nationale, l'idée d'un « intérêt national » entre nous et nos patrons est un fondement crucial de toute la démarche réformiste.

La racine matérielle du réformisme est constituée par les divisions sociales au sein de la classe ouvrière : le point de vue privilégié de l'« aristocratie ouvrière » qui – dans des situations où la classe ouvrière n'est pas unie pour des buts révolutionnaires – voit ses intérêts immédiats opposés à ceux des minorités, de la jeunesse, des ouvriers non qualifiés, sans parler des masses coloniales opprimées. La couche relativement mieux nantie des exploités représente la base sociale de la bureaucratie syndicale.

La direction des syndicats allemands a été longtemps la base sociale essentielle de la droite du SPD. Les dirigeants syndicaux s'opposèrent de façon conséquente et efficace à la campagne de la gauche du SPD, dirigée par Rosa Luxemburg, pour organiser des grèves de masse contre les lois électorales antidémocratiques en Prusse. Certains dans la droite du SPD, et notamment Gustav Noske, défendaient de façon tellement ouverte et bruyante les intérêts impérialistes allemands qu'ils furent pour cela rappelés à l'ordre par le père fondateur unanimement respecté du parti, August Bebel (qui mourut en 1913).

La bureaucratisation du mouvement syndicaliste français était moins développée que celle de la social-démocratie



Musée social

Le syndicaliste français Rosmer fit de l'agitation contre la guerre dans le journal du syndicat de la métallurgie (les passages en blanc ont été supprimés par la censure gouvernementale).

allemande, et la division entre son aile gauche et son aile droite n'était ni aussi tranchée ni aussi ancienne. Les pères fondateurs de la CGT, comme Pelloutier et l'ex-militant anarchiste Emile Pouget, étaient réellement dévoués à l'émancipation de la classe ouvrière. Mais leurs « enfants » héritèrent d'une organisation qui devait jouer un rôle important et accepté dans la vie économique et politique de la Troisième République.

La deuxième génération de dirigeants de la CGT était personnifiée par Léon Jouhaux, qui devint secrétaire général du syndicat en 1909, à l'âge de trente ans. A cette époque, la direction de la CGT était occupée à négocier un accord salarial avec les organisations patronales et à discuter de mesures législatives avec les parlementaires socialistes. Même avant la guerre, Jouhaux montrait une forte tendance à abandonner ou à atténuer les traditions révolutionnaires du mouvement syndical dans le but d'étendre son influence. Mise en cause par quelques anarchistes pour son manque de combativité, la direction Jouhaux répondit en 1913 : « Nous réaffirmons fortement notre droit, en accord avec l'entière de la classe ouvrière organisée, de modifier nos formes de recrutement et de propagande conformément aux modifications introduites dans le domaine de l'industrie par nos adversaires. Selon nous, un mouvement qui ne réussirait pas à prendre en compte les transformations qui ont lieu et se figerait dans une attitude fixe serait un mouvement sans vie, sans influence et sans avenir » (cité dans Val R. Lorwin, *The French Labor Movement*, 1966). On pourrait dire de Jouhaux comme de Noske que la guerre offrit simplement la parfaite opportunité de réaliser leurs appétits opportunistes profondément enracinés.

Si quelques dirigeants sociaux-démocrates et syndicalistes ont soutenu la guerre pour faire avancer leur carrière, d'autres l'ont fait par couardise politique ou, dans certains cas, personnelle. A savoir qu'ils capitulèrent devant la vague d'hystérie chauvine qui déferla sur les masses en août 1914. Après la guerre, Merrheim, qui était alors en mouvement vers la droite, chercha à justifier l'écroulement de la CGT en déplaçant le poids de la responsabilité de la direction vers la base. Si les dirigeants syndicalistes avaient tenté de résister à la mobilisation de guerre, prétendait-il, « la classe ouvrière [...] n'aurait pas laissé à la police le soin de nous fusiller, elle l'aurait fait elle-même » (cité dans *French Communism in the Making*).

Merrheim mélangeait ici délibérément deux questions différentes. La première est de savoir si les dirigeants syndicalistes auraient dû s'opposer à la guerre, et la deuxième de savoir comment ils auraient dû agir sur la base de cette opposition. Evidemment, il n'était pas question de lancer la grève générale, si souvent bran-



die contre la mobilisation de guerre. Même une petite manifestation de protestation aurait pu être aventuriste dans les conditions d'août 1914. Le type d'action principale et efficace pour des révolutionnaires aurait été de faire de la propagande et de l'agitation anti-guerre dans les usines et dans l'armée dans des conditions d'illégalité, même au risque d'être emprisonnés.

La différence, ici, entre les syndicalistes français et les bolchéviks russes est dramatiquement claire. En Russie aussi l'éclatement de la guerre produisit un soutien exalté pour le gouvernement de la part des masses, y compris de la classe ouvrière industrielle. Dans son *Histoire de la Révolution russe* (1935), Trotsky raconte : « La pensée révolutionnaire fut mise en veilleuse dans de petits cercles devenus silencieux. En ce temps-là, nul ne se risquait, dans les usines, à se dire "bolchévik", de crainte d'être arrêté ou même brutalisé par des ouvriers arriérés. »

Néanmoins, le Parti bolchévik était opposé de façon militante à la guerre et c'était généralement connu dans tout l'empire russe. Les députés bolchéviques à la Douma (l'organe parlementaire impuissant établi par l'autocratie tsariste) votèrent contre les crédits de guerre et furent comme il se doit envoyés en exil en Sibérie. Dans les usines, les petits cercles bolchéviques isolés se développèrent et firent davantage entendre leur voix à mesure que la ferveur patriotique initiale faisait place à la lassitude de la guerre et à l'hostilité au régime tsariste. Précisément parce que les bolchéviks s'étaient courageusement opposés au social-patriotisme des masses en 1914, trois ans plus tard, ils furent capables de diriger la grande masse des ouvriers dans la révolution socialiste, remplaçant l'autocratie des Romanov et le gouvernement libéral-bourgeois de Kerensky par un gouvernement des conseils (soviets) ouvriers et paysans.

Le social-patriotisme ne peut être expliqué complètement ou de façon adéquate par les ambitions carriéristes et/ou

la couardise dirigeante des diverses personnalités politiques dans le mouvement ouvrier. La grande majorité des militants ouvriers d'Europe centrale et occidentale – responsables d'unions locales, délégués syndicaux, secrétaires des sections du Parti socialiste – soutenaient fortement la guerre, tout en se considérant eux-mêmes encore comme de bons socialistes ou de bons syndicalistes. Les sociaux-démocrates allemands se voyaient en train de défendre leur organisation – et ainsi l'avenir du socialisme en Allemagne – contre l'impérialisme tsariste russe. Les socialistes et syndicalistes français croyaient défendre la révolution socialiste à venir en France contre l'impérialisme de l'Allemagne du Kaiser Guillaume. La cause idéologique fondamentale du social-patriotisme durant la Première Guerre mondiale réside dans la conception essentiellement nationale de la révolution socialiste qui prévalait dans toutes les tendances majeures du mouvement ouvrier européen.

Polémiquant contre la doctrine de Staline du « socialisme dans un seul pays » telle qu'appliquée à la Russie soviétique dans les années 1920, Trotsky observait que la social-démocratie allemande d'avant 1914 croyait aussi au socialisme dans un seul pays : « Le patriotisme des sociaux-démocrates allemands était, au début, le patriotisme très légitime que leur inspirait leur parti, le plus puissant de la Deuxième Internationale. La social-démocratie allemande voulait construire "sa" société socialiste sur la base de la haute technique allemande et sur les exceptionnelles qualités d'organisation du peuple allemand. Si on laisse de côté les bureaucrates endurcis, les carriéristes, les mercantis parlementaires et les escrocs politiques en général, le social-patriotisme du social-démocrate du rang découlait précisément de l'espoir de construire le socialisme allemand. On ne peut tout de même pas penser que des centaines de milliers de militants constituant les cadres sociaux-démocrates (sans parler des millions d'ouvriers du rang) cherchaient à défendre les Hohenzollern ou la bourgeoisie. Non, ils voulaient défendre l'industrie allemande, les routes et les chemins de fer allemands, la technique et la culture allemandes, et d'abord les organisations de la classe ouvrière allemande comme "nécessaires et suffisantes" fondements nationaux du socialisme » (*L'Internationale communiste après Lénine*).

On pourrait dire exactement la même chose du nationalisme français et des syndicalistes français. En fait, les syndicalistes étaient plus explicites encore dans leur vision d'une révolution ouvrière nationalement autosuffisante. La Charte d'Amiens de la CGT de 1906 déclarait : « Le syndicat, qui est aujourd'hui une organisation de combat, sera dans l'avenir une organisation pour la production et la distribution et la base pour la réorganisation sociale. » Ni dans cette déclaration de principes de base, ni dans aucun autre document programmatique les syndicalistes français n'ont projeté qu'une telle réorganisation sociale serait ou devrait être sur une base à l'échelle européenne et au bout du compte internationale. Ils ne considéraient pas non plus combien de



sans crédit

Soldats russes et autrichiens fraternisant en 1917. La poursuite d'une guerre de plus en plus mal supportée mena à une radicalisation des masses européennes.

temps une révolution socialiste pourrait survivre en France si le reste de l'Europe, centralement l'Allemagne, restait capitaliste.

L'insistance sur la décentralisation et l'autonomie locale qui est centrale dans la doctrine anarchiste et syndicaliste rendaient ces mouvements enclins aux formes nationales d'organisation. L'Internationale socialiste, fondée en 1889, était une fédération de partis nationaux. Une tentative en 1907 de former une internationale anarchiste rivale fit long feu. Le mouvement syndicaliste - qui comptait des dizaines de milliers de militants dans différents pays dans cette période - n'avait aucune instance internationale.

Ce que signifiait l'« internationalisme prolétarien » dans le mouvement syndicaliste, c'était le soutien mutuel entre des organisations ouvrières qui étaient essentiellement nationales. Les dirigeants de la CGT française étaient toujours prêts à défendre, au travers de contributions financières et de propagande, des militants syndicalistes américains ou italiens qui étaient persécutés par leur propre Etat bourgeois. Mais il aurait été impensable pour des syndicalistes français que les dirigeants de l'Unione Sindacale Italiana ou de l'IWW américaine puissent avoir voix au chapitre pour déterminer le programme et la politique du mouvement ouvrier français. Et l'inverse était, bien sûr, tout aussi vrai.

La contradiction dans le syndicalisme français entre son antimilitarisme et son hostilité à l'impérialisme d'un côté et, de l'autre, son concept nationallement limité de la révolution sociale, a explosé avec la Première Guerre mondiale. Certaines grandes figures du syndicalisme comme Monatte et Rosmer évoluèrent vers l'internationalisme communiste; d'autres, comme Jouhaux et, plus tard, Merrheim évoluèrent en arrière vers le réformisme syndical.

Kropotkine et l'anarcho-chauvinisme

Les pressions matérielles sous-jacentes au social-patriotisme dans les organisations ouvrières de masse n'étaient pas applicables au mouvement anarchiste constitué comme il était de groupes relativement petits d'adhérents à cette philosophie. Kropotkine, Jean Grave, Max Nettlau et les autres anarchistes progresser n'étaient pas motivés par le carriérisme bureaucratique, ni confrontés par des préjugés chauvins répandus dans la base de leurs militants. Bien au contraire. La grande majorité des anarchistes furent consternés par le bellicisme de Kropotkine et ses partisans.

Ils en furent aussi extrêmement interloqués. Errico Malatesta accusait son ancien camarade d'une sorte d'amnésie politique: « Kropotkine semble avoir oublié l'antagonisme des classes, la nécessité



Dietz Verlag

La révolutionnaire marxiste Rosa Luxemburg, ici dans un meeting en 1907, avait dénoncé dès l'avant-guerre le conservatisme croissant des dirigeants du parti social-démocrate allemand.

de l'émancipation économique et tous les enseignements anarchistes » (cité dans *The Anarchist Prince*). Un groupe d'anarchistes russes en Suisse trouvèrent le soutien apporté par des anarchistes éminents aux Etats impérialistes occidentaux et à leur allié tsariste « totalement incompréhensible ». De nombreux militants de gauche non anarchistes exprimaient des vues similaires, dont Lénine, qui avait respecté l'idéalisme de Kropotkine. Quand Kropotkine mourut en 1921, après être retourné d'Angleterre en Russie, Lénine confia à Alfred Rosmer: « C'est dommage qu'à la fin de sa vie, il y eut un faux pas dans le chauvinisme » (cité dans *Lenin's Moscow* [1971]).

D'où venait donc le phénomène de l'anarcho-chauvinisme? Comme nous l'avons indiqué plus haut, dans les années 1890 le mouvement anarchiste, lancé par Mikhaïl Bakounine une génération auparavant s'était divisée en deux courants principaux. Les propagandistes, dont Kropotkine était le meilleur représentant, se consacraient à exposer les principes de l'anarchisme dans des livres, des brochures, des discours et des cours de formation. Les syndicalistes concentraient leurs efforts sur la construction et l'organisation des syndicats.

Une fois qu'il devint clair que des anarchistes comme Kropotkine, Elisée Reclus et son fils Paul, Jean Grave et Max Nettlau ne revendiquaient ni ne pratiquaient le terrorisme individuel, ils furent acceptés dans les cercles intellectuels bourgeois. Les propagandistes anarchistes en vinrent ainsi à fréquenter le monde des universités, des revues universitaires et des sociétés savantes. Leurs

vies quotidiennes ne se distinguaient pas de celles des intellectuels bourgeois avec qui ils frayaient constamment et engageaient des débats « civilisés » sur la théorie sociale et politique.

La maison de Kropotkine dans la banlieue de Londres, à Bromley, devint un salon pour représentants « progressistes » de l'intelligentsia européenne comme le dramaturge anglo-irlandais George Bernard Shaw et le critique littéraire danois Georg Brandes. Le Kropotkine qui participait régulièrement aux réunions de la très huppée Royal Geographical Society était bien loin du jeune agitateur radical qui travaillait parmi les artisans et les ouvriers d'usine en Suisse et en France et qui déclarait: « Tout est bon pour nous, si c'est en dehors de la légalité. »

Les anarchistes soutenaient de façon dogmatique que tout militant de gauche qui devenait député ou permanent salarié d'un syndicat abandonnait inévitablement ses principes et s'accommodait de l'ordre bourgeois. Pourtant, les grandes figures intellectuelles de l'anarchisme furent à leur façon cortompues et cooptées par la société bourgeoise. Ils avaient remplacé la lutte sociale dans les rues, les usines et les villages par le débat académique. Comme les parlementaires sociaux-démocrates et les dirigeants syndicaux, Kropotkine et d'autres propagandistes anarchistes éminents s'habituaient à l'ordre bourgeois « libéral » en Europe centrale et occidentale durant la période d'avant la Première Guerre mondiale. Ainsi, ils défendirent leurs « propres » Etats capitalistes, qu'ils en étaient venus à accepter, bien que pas complètement

consciemment, comme gardiens de leur liberté politique et de leur respectabilité intellectuelle.

Une exception significative fut Errico Malatesta, qui resta impliqué dans le mouvement ouvrier dans son Italie natale, où ses camarades et lui-même opéraient souvent dans des conditions d'illégalité. A tel point que Malatesta fut déclaré coupable d'appartenir à une « association séditieuse » et emprisonné sur l'île de Lampedusa, mais il réussit à s'échapper et à revenir à Londres. Ce vétéran bakouniniste - le dernier aventurier révolutionnaire errant du milieu du XIX^e siècle en Europe - était de plus en plus critique de l'orientation pacifique et littéraire que le mouvement anarchiste était en train de prendre. Il écrivait: « Il me semble qu'aujourd'hui les anarchistes se sont laissés tomber dans la faute opposée aux excès de violence. Nous avons maintenant plutôt besoin de réagir contre une tendance certaine au compromis et à la vie tranquille en cours dans notre courant. Il est plus que nécessaire maintenant que revivent l'ardeur révolutionnaire langoureuse, l'esprit de sacrifice, l'amour du risque » (cité dans James Joll, *les Anarchistes*, 1964).

Mais le réveil de l'ardeur révolutionnaire et de l'esprit de sacrifice n'eut pas lieu dans le mouvement anarchiste, qui dix ans plus tard allait éclater sous l'impact de la Première Guerre mondiale. Le réveil de l'ardeur révolutionnaire trouva plutôt son expression dans l'Internationale communiste nouvellement formée. La prise du pouvoir d'Etat, dirigée par les bolchéviks en Russie en Octobre 1917, eut un effet électrisant sur les ouvriers avancés et les militants de gauche radicaux - pas simplement en Europe et en Amérique mais aussi dans le monde colonial où des ouvriers combattifs, des combattants anticolonialistes, des femmes émancipées, des intellectuels de gauche se rassemblèrent derrière la bannière du communisme.

La fondation de l'Internationale communiste en 1919 n'a pas seulement polarisé les partis socialistes, dont les meilleurs éléments cherchèrent à devenir des communistes (alors que les pires feront une carrière d'anticommunistes allant jusqu'à la liquidation physique des révolutionnaires). La fondation eut un effet fondamental analogue sur les anarchistes et les syndicalistes: les éléments révolutionnaires soit se ralliaient au camp de la révolution d'Octobre (par exemple Victor Serge, Alfred Rosmer, le dirigeant de l'IWW américaine James P. Cannon qui devint plus tard le fondateur du trotskysme américain), soit se trouvaient abruptement marginalisés comme des notes de bas de page de l'histoire, ce qui fut le destin d'organisations autrefois prometteuses comme l'IWW, ou le Socialist Labour Party, basé en Ecosse.

[A suivre]

Village Potemkine...

Suite de la page 7

L'importance centrale de la révolution permanente pour l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie semi-coloniale.

Le fait que l'IG ne mentionne pas la révolution permanente dans sa déclaration conjointe avec le groupe brésilien n'est pas une omission isolée. Deux articles sur le Mexique, totalisant près de 20% de la surface rédactionnelle de l'*Internationalist*, ne contiennent ni les mots ni le programme de la révolution permanente. (Nous attendons l'argument chicanier habituel de Norden comme quoi leur article principal sur le Mexique, long de neuf pages, n'est que la première de deux parties!) Dans l'une des rares attaques polémiques dans l'*Internationalist*, l'article principal sur le Mexique nous critique aussi pour avoir affirmé, « dans une polémique dirigée contre l'*Internationalist Group* [...] que les paysans latino-

américains sont soumis aux vestiges de féodalisme ». L'article auquel ils font référence est en fait une introduction à la première traduction jamais publiée en espagnol d'œuvres clé du dirigeant trotskyste James P. Cannon, publiée sous le titre de « La lutte pour un parti révolutionnaire » dans le dernier numéro de *Spartacist* édition espagnole (n° 27, décembre 1996).

Citant notre appel à « la destruction du péonage dans les campagnes » et nos références à « l'héritage du colonialisme féodal espagnol » en Amérique latine, l'*Internationalist* poursuit: « Le mythe du "féodalisme" latino-américain, maintenant répété par la *Spartacist League*, a été inventé par les partis communistes stalinisés pour justifier leur politique étagée. » L'IG argumente-t-il qu'il n'y a pas de vestiges de société pré-industrielle au Mexique, ni dans d'autres pays latino-américains? Dans son article de 1934 « La guerre et la Quatrième Internationale », Trotsky écrivait: « En Amérique du Sud, où un capitalisme tardif et déjà décadent connaît les conditions d'une exis-

tence semi-féodale, c'est-à-dire semi-servile, les antagonismes mondiaux créent une lutte aiguë entre cliques compradore, des soulèvements continus à l'intérieur des Etats, et des conflits armés entre Etats. »

Si l'IG nie que l'Amérique latine traîne toujours un héritage de colonialisme féodal espagnol, alors il renie tout simplement théoriquement le programme de la révolution permanente pour cette région. De fait, l'article de l'IG sur le Mexique ne mentionne même pas la question de la révolution agraire. En pratique, cela ne peut que signifier que le prolétariat révolutionnaire doit céder la direction de la lutte autour de cette question, et d'autres questions comme le péonage pour dettes et le racisme contre la population paysanne indienne, aux populistes partisans de la guérilla paysanne, comme les zapatistes.

Pablisme de la deuxième mobilisation

Il est remarquable que, depuis sa formation, l'IG se soit dans une large mesure abstenu d'écrire quoi que ce soit

sur l'Allemagne. Pourtant, c'est au sujet de l'Allemagne que la lutte politique interne avec Norden a commencé. Les appétits opportunistes de Norden ont trouvé une expression publique flagrante en janvier 1995 dans une conférence qu'il donna à l'université Humboldt, dans le cadre de son orientation vers un « regroupement » avec les vestiges géométriques de l'ex-parti dirigeant stalinien est-allemand, le SED, que l'on trouve maintenant dans l'aile « Plate-forme communiste » du Parti du socialisme démocratique (PDS), le parti social-démocrate qui a succédé au SED. A cette fin, Norden escamota le but et l'intention centraux de l'intervention de la LCI en Allemagne de l'Est durant les événements tumultueux de 1989-90: organiser pour une révolution politique contre le régime stalinien et la menace de contre-révolution capitaliste.

Dans sa présentation, Norden niait de façon répétée le rôle de la LCI en tant qu'avant-garde révolutionnaire consciente qui, en dépit de la disproportion des forces, était engagée dans une bataille

Suite page 10

Village Potemkine...

Suite de la page 9

politique avec les staliniens en train d'abdiquer. Au lieu de cela, il essayait d'absoudre le SED en prétendant qu'il avait été « paralysé » face à la contre-révolution. Dans la bataille politique contre ce révisionnisme dans notre organisation, nous avons fait remarquer que loin d'être « paralysés », les staliniens avaient dirigé la contre-révolution. Reconnaissant qu'ils en seraient la cible, les dirigeants du SED ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher une révolution politique – par exemple en démobilisant les unités de l'armée qui avaient constitué des conseils de soldats, et en dissolvant les milices d'usine armées qui auraient pu devenir le point de mire d'une telle révolution (lire « Pour le communisme de Lénine et Trotsky! », *Spartacist* édition française n° 27, été 1993).

La bataille politique entre le programme trotskyste de révolution politique et la trahison des staliniens est apparue au grand jour dans la manifestation qui a rassemblé un quart de million de personnes en janvier 1990, et dont nous avons été à l'initiative, contre la profanation fasciste d'un monument aux morts soviétiques à Treptower Park, à Berlin-Est. Aujourd'hui, en reproduisant un document écrit par Norden en juillet 1996 et qui cherche à justifier son orientation opportuniste vers la « Plate-forme communiste », *l'Internationalist* publie la photo de notre porte-parole à la tribune de la manifestation de Treptower Park avec la légende suivante : « S'ils [les dirigeants du SED] "dirigeaient" la contre-révolution, que faisait la LCI à la tribune avec eux à Treptow ? » La vraie question est, pourquoi une dirigeante trotskyste fut-elle autorisée à parler devant un rassemblement dominé par les staliniens ? Le SED-PDS – qui craignait de perdre le peu d'autorité qui lui restait face à l'agitation croissante de la classe ouvrière, et qui subissait la forte pression du succès que rencontrait notre programme, particulièrement dans les usines de la région de Berlin – se mobilisa pour prendre le contrôle de la manifestation après notre appel initial.

Alors que les sociaux-démocrates (le SPD) prônaient ouvertement la contre-révolution capitaliste, le SED s'affichait comme un défenseur de la RDA. Dans le cadre de nos efforts pour construire un front unique, nous avons cherché à dénoncer le rôle du SED devant les masses ouvrières. De toute évidence, Norden ne

Paysans pauvres assassinés par la sanguinaire police militaire brésilienne. Nous nous sommes battus avec LM pour engager une bataille pour chasser les flics du syndicat dont LM sert de conseillers à la direction.



peut pas concevoir un front unique autrement que comme un pacte de non agression. A Treptow, comme dans tout véritable front unique, la lutte politique entre forces concurrentes – la LCI trotskyste et le SED-PDS stalinien – a été exacerbée. Dans le premier discours trotskyste public dans un Etat ouvrier déformé depuis les années 1920, notre porte-parole avertit que « l'impérialisme ouest-allemand, aidé par le SPD – peut transformer cette révolution politique en une contre-révolution sociale » et argumenta que « la dictature de parti du SED a montré qu'elle est incompétente pour combattre ça ». Elle termina en appelant à forger un parti léniniste-égalitaire et au « pouvoir des soviets d'ouvriers et de soldats ! » Pour leur part, les gros bras du SED qui étaient rassemblés dans les premiers rangs de la manifestation huèrent plusieurs fois notre camarade et tentèrent de la réduire au silence.

Treptow a été la charnière. La participation massive et pro-soviétique à Treptow, et la présence à la tribune de trotskystes qui dénoncèrent le SPD – l'instrument favori de l'impérialisme ouest-allemand – comme un « cheval de Troie de la contre-révolution » provoquèrent des hurlements d'indignation de la part de la bourgeoisie et de ses laquais. En l'espace de quelques jours, sous la pression des partis de l'impérialisme ouest-allemand qui participaient alors à la coalition gouvernementale intérimaire de la « table ronde » en RDA, le SED renia la manifestation de Treptow. Quelques jours plus tard, le président soviétique Gorbatchev donnait le feu vert à la réunification capitaliste, les élections en Allemagne de l'Est étaient précipitamment avancées pour éliminer toute opposition potentielle et le SED s'engageait ouverte-

ment pour la cause de la contre-révolution. Sa situation au gouvernement de l'Etat ouvrier déformé lui donnait la capacité unique de se mettre en tête de la trahison de la RDA pour le compte des forces bien financées de l'Anschluss capitaliste inspirée par le Quatrième Reich.

En août 1917, les bolchéviks de Lénine prirent la tête de la lutte sur le champ de bataille contre l'offensive réactionnaire du général Kornilov contre le gouvernement bourgeois vacillant de Kerensky, qui avait amplement démontré son propre rôle contre-révolutionnaire à peine un mois auparavant en réprimant les bolchéviks pendant les « journées de juillet ». Quelques mois plus tard, les bolchéviks dirigeaient la révolution d'Octobre qui renversa le régime de Kerensky et créa le premier Etat ouvrier de l'histoire. Si l'on devait appliquer la méthodologie de l'IG en regardant en arrière par un télescope vers la Révolution russe, alors le prochain numéro de *l'Internationalist* (s'il y en a un) pourrait publier une légende de photo demandant, « S'il [le gouvernement Kerensky] "a dirigé" la contre-révolution, que faisaient les bolchéviks avec lui sur le champ de bataille contre Kornilov ? »

En réponse aux imprécations de Norden comme quoi dire que le SED a dirigé la contre-révolution revient à renier la position de Trotsky sur la double nature de la bureaucratie stalinienne – en tant que caste nationaliste parasite agissant comme courroie de transmission pour l'impérialisme tout en reposant sur une économie collectivisée – nous avons déjà fait remarquer qu'ici Norden « marche sur les traces de Pablo, qui voyait dans la bureaucratie un camp par nature progressiste coexistant avec un camp plus réactionnaire ». *l'Internationalist* n'essaie même pas de répondre à cela. Dans *La révolution trahie*, Trotsky insistait que la bureaucratie petite-bourgeoise avait une tendance organique à se transformer en classe dirigeante capitaliste, et que « la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire » dans l'éventualité d'une révolution politique prolétarienne.

Et si le fait de dire que les staliniens ont dirigé la contre-révolution représente une révision de Trotsky, comme voudrait le faire croire Norden, alors Trotsky aussi est coupable de cette « révision » dans ses écrits sur la révolution espagnole des années 1930. Le SED représentait une caste parasite assise au sommet de l'Etat ouvrier déformé est-allemand, alors que dans l'Espagne capitaliste le Kremlin et ses acolytes contribuèrent activement à la répression d'une révolution prolétarienne au nom de l'« unité antifasciste ». Pourtant, la caractérisation que faisait Trotsky du rôle des staliniens dans le gouvernement républicain de front populaire est très appropriée. Dans son article d'août 1940, « Classe, parti et direction », Trotsky écrivait : « A l'intérieur du bloc républicain, ce sont les staliniens qui ont suivi la politique la plus cohérente. Ils ont constitué l'avant-garde combattante de la contre-révolution bourgeoise-républicaine. »

Norden n'ignore certainement pas les

écrits de Trotsky sur l'Espagne. Mais il en a renié les leçons cruciales. C'était clair lorsque, dans sa présentation à Humboldt devant un parterre de staliniens, il passa à la trappe la sanglante répression de la révolution ouvrière espagnole par le Kremlin et réduisit les crimes de Staline à la question de n'avoir envoyé « que des quantités limitées de munitions » au gouvernement républicain bourgeois.

L'IG : en avant avec la « riposte » économiste

Même si les articles de *l'Internationalist* sont émaillés de références à la nécessité d'un parti révolutionnaire, au fond les partisans de Norden glorifient les luttes (et la conscience) économicistes existantes de la classe ouvrière. Un exemple clair est donné par leur article sur la grève des camionneurs en France en décembre dernier, qui exulte : « Alors que les luttes ouvrières européennes des dernières années ont eu majoritairement un caractère défensif [...] l'action des camionneurs a été une grève offensive menée par un secteur relativement mal payé qui cherchait à conquérir de nouveaux acquis ». Dans une lettre sur l'article de l'IG adressée à notre section française, Liz Gordon, membre du secrétariat international, mettait le doigt sur l'objectif derrière les formules des partisans de Norden sur la « grève offensive » : « Ils essaient de nier les vastes implications de la destruction de l'URSS dans les réalités du nouveau désordre mondial, en brossant le tableau d'un monde bouillonnant de luttes ouvrières, une espèce de "riposte" universelle. Ceci est au service de leur rejet du rôle de la conscience, et de l'indispensable nécessité d'un parti d'avant-garde léniniste pour lutter pour cette conscience dans le prolétariat. Ils glorifient la combativité syndicale afin d'obscurcir le rôle de l'avant-garde qui apporte la conscience révolutionnaire à la classe de l'extérieur – afin de suggérer que la classe ouvrière acquerra la conscience révolutionnaire "spontanément" au cours de ses luttes économiques, au fur et à mesure que ces luttes deviendront "inévitables" de plus en plus importantes et de plus en plus combatives. »

Ce que les partisans de Norden exposent, c'est du pablisme : la négation de la conception léniniste selon laquelle, en l'absence de l'intervention du parti révolutionnaire, les luttes économiques spontanées du prolétariat se dissipent ou sont détournées par la direction réformiste avant d'atteindre leur aboutissement révolutionnaire dans la lutte pour le pouvoir. Cette vision des choses, bien sûr, oublie tout aussi commodément le fait que des luttes combatives incessantes qui n'arrivent jamais à la conscience de la nécessité de lutter pour le pouvoir prolétarien contre l'ensemble de la classe dirigeante et son Etat conduiront finalement, non à une révolution « spontanée », mais à une réaction dure et généralement sanglante de la part des capitalistes, qui, dans les cas extrêmes, auront recours si nécessaire aux fascistes pour casser les reins au prolétariat et rétablir « l'ordre ».

La définition que donne l'IG des luttes « offensives », comme étant celles qui visent de nouveaux acquis économiques, par opposition à la défense d'acquis gagnés auparavant, est fort commode pour ceux qui veulent peindre les luttes économiques du prolétariat comme davantage que ce qu'elles sont. Dans sa lettre, la camarade Gordon faisait remarquer qu'« Il est peut-être utile d'examiner l'exemple de Samuel Gompers, qui a été pendant une longue période le dirigeant des syndicats de métiers américains avant le développement des syndicats industriels du CIO. Il était célèbre pour son mot d'ordre en un seul mot : "Plus !" Dans ce mot d'ordre, il exprimait sa perspective ouvertement pro-capitaliste – explicitement hostile à ceux (c'est-à-dire les socialistes) qui pensaient que les ouvriers devaient se battre pour un ordre social différent, il insistait que le seul objectif des syndicats

Toujours disponible (en anglais)

« **International Bulletin** » n° 38 (deuxième édition) :
Norden's « Group » :
Shamefaced Defectors From Trotskyism
30 F. (149 pages)

« **Hate Trotskyism, Hate the Spartacist League** » :
Une série de brochures où la LCI reproduit les
polémiques de ses opposants dans la gauche

N° 9 :
The Norden « Group » : Polymorphous Opportunism
25 F. (96 pages)

N° 10 :
More on the Norden Group – from the Bolshevik
Tendency and the Workers League/Socialist
Equality Party
8 F. (10 pages)

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

était de lutter pour davantage de biens matériels sous le capitalisme. » Pourtant, selon les catégories de l'IG, l'impudent Gompers serait un parangon de syndicalisme à l'esprit « offensif » !

Norden redécouvre ses racines

Quand l'IG se gausse de notre soi-disant « propagandisme passif » - une accusation éculée qui a été proférée contre les léninistes-trotskyistes par toutes sortes de centristes -, il couvre simplement son propre abandon du combat pour un parti révolutionnaire. Il convient de noter que dans le minuscule article où il appelle à la « Levée des inculpations contre les manifestants anti-Klan de Chicago ! », l'IG ne tente nullement de concilier le rôle dirigeant que nous avons joué dans l'action de front unique du 29 juin - qui a mis en déroute une violente provocation du Ku Klux Klan - avec son affirmation d'un « abstentionnisme » spartaciste. Quand Norden avait son mot à dire dans le travail de notre section allemande, il poussait nos camarades à courir en tous sens en chantant les louanges des « luttes » économistes et des « actions antifascistes » photogéniques, sans grand contenu politique, comme par exemple une défense symbolique d'un foyer d'immigrés à Berlin en 1993. Cet épisode contraste nettement avec la manifestation combative du 15 février à Berlin,

qui a chassé les nazis de leur lieu de rassemblement prévu à Hellersdorf. Nos camarades du Spartakist Arbeiterpartei (SpAD) ont fourni une direction révolutionnaire aux centaines de personnes qui voulaient arrêter les nazis - notamment par des polémiques acérées contre les illusions de confiance dans l'Etat capitaliste, colportées par le PDS. Et ce même PDS dont Norden cherche aujourd'hui à blanchir le rôle contre-révolutionnaire en 1990, est au premier rang de ceux qui aujourd'hui ont déclenché une chasse aux sorcières contre les militants de gauche qui ont mis en échec le rassemblement nazi.

Le Groupe « internationaliste » cherche à être un enthousiaste « de gauche » de plus pour les luttes existantes de la lutte ouvrière et des opprimés, s'adaptant ainsi à la fausse conscience des ouvriers qui voient l'ordre capitaliste comme permanent. Au contraire, nous, marxistes, nous battons pour amener dans le prolétariat la conscience de la nécessité de nouvelles révolutions d'Octobre, pour la transformer d'une « classe en elle-même » en une « classe pour elle-même ». Nous avons choisi *Workers Vanguard* comme titre de notre journal en 1971 comme expression de nos aspirations. Pour Norden, l'*Internationalist*, avec son absence de polémique ou de toute espèce d'angularité programmatique, est un pas en arrière vers ses racines pré-spartacistes. Un camarade qui avait travaillé avec Norden dans le

Boston Mass Strike Organizing Committee [comité organisateur de la grève de masse de Boston] en 1971-72, avant qu'ils adhèrent à la SL, remarquait récemment que Norden avait critiqué les premiers numéros de *Workers Vanguard* parce qu'ils consacraient beaucoup trop de temps aux polémiques contre d'autres groupes de gauche et pas assez aux « luttes ouvrières ». Notre camarade s'est souvenu : « *Le journal Mass Strike [Grève de masse] a débuté absolument sans aucune polémique. Mais même vers la fin, quand il a commencé à publier des articles critiques vis-à-vis de groupes réformistes tels que le SWP et le PC, il se gardait d'attaquer politiquement les "organisations des opprimés", particulièrement lorsqu'elles étaient dans le collimateur de l'Etat impérialiste. Norden a manifesté plus récemment ce trait caractéristique de manière prononcée au sujet des staliniens de RDA qui étaient la cible d'une chasse aux sorcières, ainsi que de Luta Metalúrgica.* »

La ligne politique de Norden à l'époque de Mass Strike était une capitulation devant la politique de la « nouvelle gauche » qui était omniprésente parmi les jeunes radicalisés dans cette période. Sa régression actuelle, alimentée par le désespoir causé par les défaites historiques du prolétariat, est marquée par un fonctionnement centriste classique : son désir de ne pas nager contre le courant ; son engouement pour le « travail de masse » bidon et une « presse de masse »

aux dépens de polémiques bolchéviques dures et de la construction du parti ; sa préférence pour les manœuvres organisationnelles par opposition à la lutte principale pour le programme.

Là où nous combattons pour reforcer une Quatrième Internationale que Trotsky reconnaît comme sienne, Norden et son cercle préfèrent faire ami-ami avec des poseurs centristes et réformistes. A cet égard, il est remarquable que deux des trois points d'accord dans la « Déclaration conjointe d'engagement à combattre pour reforcer la Quatrième Internationale » entre l'IG et la LQB sont consacrés à dénoncer la LCI pour avoir rompu les relations fraternelles avec LM et à la soi-disant « purge bureaucratique » de Norden et Cie. Parler de « regroupement révolutionnaire » est à la mode dans le marais centriste international ; le seul dénominateur commun des nombreux blocs pourris politiquement hétérogènes qui flirtent les uns avec les autres, c'est la haine du léninisme authentique représenté par la LCI.

Dans son nouveau journal non polémique et acritique, l'IG déclare que son « but est de contribuer à une fusion rapide de nos forces dans une tendance quatrième-internationaliste commune ». L'IG a ainsi accroché une grande pancarte « A vendre ». *Caveat emptor* - que l'acheteur se méfie !

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 663

Zaire...

Suite de la page 12

petites-bourgeoises d'opposition » (*Workers Power*, décembre 1996). WP argumente aussi qu'il faut soutenir les forces de Kabila parce qu'elles mèneraient une « guerre d'autodéfense légitime » de la minorité tutsie au Zaïre contre les tentatives pour les chasser du pays. De même, *Workers Power* affirme que le Front patriotique rwandais (FPR), allié à Kabila, mène une « guerre juste » en « défense de la population rwandaise contre les raids génocides » des milices hutues.

Dans la même veine, la Gauche révolutionnaire (GR) explique que si Paris soutient Mobutu, et Washington les gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda, la rébellion dirigée par Kabila « a cependant une tout autre dynamique ». La GR explique que la rébellion est aujourd'hui « à un carrefour » : « Ou bien se développe un processus révolutionnaire d'unification et d'indépendance nationale, en liaison avec une mobilisation des masses et des réformes sociales profondes. Ou tôt ou tard, les rebelles commenceront à capituler devant les exigences de l'impérialisme et une défaite sera inévitable » (*l'Egalité* n° 52, avril). Au Rwanda en 1994, la GR avait de même appelé à une « victoire sans appel du FPR » (*l'Egalité* n° 32, juillet-août 1994) - ce même FPR dont la GR reconnaît aujourd'hui qu'il n'est qu'un instrument au service de l'impérialisme américain !

A l'époque, ce soutien de la GR au FPR avait été violemment critiqué par PO, l'organisation soeur de *Workers Power* en France, qui dénonçait le mot d'ordre « *Tout le pouvoir au FPR !* » de la GR comme « une position totalement opportuniste, voire traître », en expliquant, à juste titre, que « *le FPR est l'organisation de l'élite bourgeoise tutsie en exil qui veut récupérer les privilèges perdus et établir un nouvel ordre capitaliste, bien que fidèle à d'autres maîtres, l'Ouganda et les USA* » (*Pouvoir Ouvrier* n° 28, septembre 1994). Malheureusement pour PO, cette critique de l'opportunisme de la GR s'appliquait tout autant à la position... de la LRCI, l'« internationale » à laquelle PO est censé appartenir ; comme le rappeaient récemment leurs camarades de *Workers Power* avec un cruel souci de précision historique : « *En 1994, la LRCI a donné un soutien critique au FPR dans sa guerre contre les militaires hutus et les*

forces d'intervention françaises et a recommandé que toutes les forces progressistes forment un bloc militaire avec le FPR pour mettre fin au génocide » (*Workers Power*, décembre 1996). Aujourd'hui, la presse de PO escamote semblablement le soutien apporté par son « internationale » à Laurent Kabila.

Pour la révolution socialiste dans toute l'Afrique !

PO partage avec WP (et avec la GR) la même méthode qui a conduit leurs camarades britanniques à proclamer leur soutien hier au FPR, aujourd'hui à Kabila : la recherche, dans tout conflit opposant des forces nationalistes bourgeoises antagonistes, d'un soi-disant « camp anti-impérialiste » dont l'avant-garde prolétarienne aurait intérêt à favoriser la victoire. Comme les critères définissant ce « camp anti-impérialiste » ne sont nullement des critères de classe, mais des catégories abstraites, moralistes et subjectives (quel camp est plus ou moins « démocratique », plus ou moins « génocide », est en train de perdre ou de gagner sur le terrain, incarne le mieux une « dynamique anti-impérialiste », etc.), quiconque tente de s'orienter dans les tempêtes du monde réel avec une telle boussole antimarxiste se retrouve nécessairement ballotté au gré des pressions particulières des différentes opinions publiques (bourgeoises) nationales.

Cette politique de « front unique anti-impérialiste » de WP/PO et de la GR répudie en pratique la théorie et le programme trotskystes de la révolution permanente, qui affirment qu'à l'époque actuelle, la domination impérialiste sur les pays retardataires ne pourra être brisée qu'avec la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat - prenant la tête de toutes les masses opprimées -, qui doit chercher à étendre la révolution socialiste aux pays capitalistes avancés. Trotsky expliquait aussi que la subordination des forces bourgeoises et petites-bourgeoises du monde colonial et semi-colonial à l'impérialisme les rend incapables de consolider des Etats-nations homogènes. C'est pourquoi même si les forces de Kabila se sont efforcées d'éviter d'apparaître comme une rébellion ethnique dominée par les Tutsis (Kabila lui-même n'est pas un Tutsi), une fois au pouvoir elles chercheront inévitablement à dresser les uns contre les autres les différents groupes tribaux et ethniques pour se maintenir au pouvoir, tout en jouant le

rôle d'agents du pillage impérialiste.

Bien sûr, il y a des circonstances où les marxistes donnent un soutien militaire à des forces petites-bourgeoises, comme par exemple dans un conflit direct avec des forces impérialistes ou colonialistes, ou quand des questions comme l'autodétermination nationale sont en jeu, comme c'était le cas dans les conflits du Biafra et de l'Erythrée. Mais un régime dirigé par Kabila ne serait pas fondamentalement différent du régime néo-colonial actuel. Kabila n'est pas moins pro-impérialiste que Mobutu : ils sont simplement alliés à des puissances impérialistes différentes. WP reconnaît lui-même les liens des forces anti-Mobutu avec les Etats-Unis, quand il cherche à justifier son soutien au régime du FPR au Rwanda en argumentant que « *malgré la nature bourgeoise du régime rwandais, et le fait qu'il est soutenu par l'Ouganda et finalement par les Etats-Unis, ceci n'enlève pas le caractère progressiste de la guerre menée par le Rwanda contre les Interahamwe [milices hutues]* » (*Ibid.*)

Les milices Interahamwe et l'ancien régime rwandais dominé par les Hutus ont perpétré d'effroyables massacres de la population tutsie. Mais le soutien de WP à la « juste lutte » des forces du FPR et de Kabila nie le fait que sous l'impérialisme, la « construction de la nation » dans les pays retardataires signifie nécessairement qu'un groupe tribal ou ethnique dominera les autres et cherchera à les chasser ou à les éliminer. Particulièrement en Afrique, où la politique impérialiste du « diviser pour régner » a créé des Etats artificiels qui contiennent une multitude de peuples, le nationalisme, une fois au pouvoir (même quand c'est le nationalisme d'un peuple autrefois opprimé, comme les Tutsis au Rwanda), s'efforce inévitablement de constituer un Etat ethniquement homogène par les méthodes brutales de l'assimilation forcée, de l'expulsion ou du génocide des minorités raciales et nationales.

La clé du progrès social et du développement national en Afrique centrale, avec sa classe ouvrière faible et dispersée, réside dans une perspective internationaliste, particulièrement en direction du puissant prolétariat noir d'Afrique du Sud. Poursuivant les ambitions impérialistes régionales de la bourgeoisie du néo-apartheid, le régime du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela sert maintenant d'intermédiaire dans les négociations entre les rebelles zairois, la dicta-

ture de Mobutu et l'impérialisme américain. Les capitalistes sud-africains ont multiplié les investissements au Zaïre et dans le reste de l'Afrique subsaharienne, tout en maintenant leur domination sur les millions d'ouvriers noirs qui créent leurs richesses et sur les autres couches opprimées de la population.

Comme nous le notions dans notre article de l'hiver dernier, « *la révolution ouvrière en Afrique du Sud, en Egypte, en Algérie, au Nigéria, au Sénégal ou dans d'autres pays industrialisés d'Afrique sera une force libératrice qui produira une libération sociale atteignant les régions les plus arriérées du continent. Elle devra nécessairement s'étendre aux puissantes métropoles impérialistes [...]. Les "immigrés" originaires d'Afrique, qui sont au cœur de la classe ouvrière de pays comme la France, sont un lien vivant entre ce continent et les centres impérialistes. Et ils joueront ce rôle crucial en étant réellement intégrés dans les organisations ouvrières et dans le parti ouvrier révolutionnaire, internationaliste, défenseur de tous les opprimés pour détruire le système capitaliste pourrissant, générateur de guerres, de famine, de misère, de racisme, et pour jeter les bases d'une société égalitaire.* » Ce qu'il faut, c'est forger les partis d'avant-garde trotskystes et internationalistes qui dirigeront la lutte contre l'impérialisme capitaliste et ses régimes bourgeois néo-coloniaux dans toute l'Afrique.

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 665

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris
Le Bolchévik BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen
Le Bolchévik BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

Impérialistes hors d'Afrique !

France, USA : Bas les pattes devant le Zaïre !

14 avril - Alors que s'accélère la débâcle du régime corrompu et sanginaire de Mobutu, Chirac a déployé au Congo - une ex-colonie française (dont la capitale, Brazzaville, est séparée de Kinshasa, la capitale du Zaïre, par le fleuve Congo) - une force de 1200 soldats, officiellement destinée à l'« évacuation des ressortissants français » au Zaïre. Ils ont été rejoints par 500 soldats envoyés par la Belgique, l'ex-puissance coloniale au Zaïre. De leur côté, les Etats-Unis sont en train de déployer des troupes supplémentaires au Congo et au Gabon, et ont expédié au large des côtes zaïroises un navire de débarquement porte-hélicoptères avec un millier de *Marines* à bord.

Comme Chirac, Clinton affirme que ses troupes ont été envoyées pour préparer une éventuelle évacuation de ses ressortissants civils de Kinshasa. Mais il n'y a évidemment pas besoin de corps expéditionnaires armés jusqu'aux dents pour évacuer quelques milliers de civils européens et américains, qui peuvent librement quitter le pays quand ils le souhaitent. En fait, cette intervention impérialiste a pour but principal d'aider à contrôler les masses zaïroises, alors que les forces dirigées par Laurent-Désiré Kabila, et soutenues par les Etats-Unis, se préparent à marcher sur Kinshasa pour remplacer le régime aux abois du dictateur Mobutu, soutenu par la France.

L'opportunité d'une intervention militaire impérialiste au Zaïre avait été débattue à l'automne dernier, quand la France avait proposé une mission « humanitaire » des Nations unies, prétendument pour venir en aide aux réfugiés hutus rwandais dans l'est du Zaïre, pris dans les affrontements entre les forces rebelles tutsies menées par Kabila et les milices des génocidaires hutus, soutenues par Mobutu. Cette proposition française visait à venir à la rescousse du régime mobutiste menacé par la rébellion.

Après avoir accepté de mauvaise grâce de participer à cette intervention, Washington la fit avorter en faisant provoquer un exode des réfugiés par ses protégés, les forces tutsies. Aujourd'hui que Kabila est sur le point de renverser Mobutu, ce sont les Etats-Unis qui constituent le fer de lance des menées interventionnistes impérialistes au Zaïre. Comme nous l'écrivions l'hiver dernier, au moment où le corps expéditionnaire impérialiste s'appretait à intervenir dans la région : « *Le véritable objectif de l'imposante démonstration de force militaire qui se prépare en Afrique centrale est d'affirmer le "droit" des impérialistes d'exercer leur domination sur leurs esclaves néo-coloniaux quand et où ils le désirent* » (le



Chirac envoie ses paras au Congo pour défendre la domination néo-coloniale française en Afrique centrale. Troupes françaises, hors d'Afrique!

Bolchévik n° 141, hiver 1996). *France, USA : bas les pattes devant le Zaïre ! Retrait de toutes les forces impérialistes d'Afrique centrale !*

Rivalités impérialistes et satrapes néo-coloniaux

Par une ironie de l'histoire, c'est sous l'égide de Washington que Mobutu a été installé au pouvoir dans les années 1960. Déterminés à garder le contrôle des vastes gisements de cuivre, de cobalt, de manganèse et de zinc du pays après l'accession à l'indépendance du Zaïre (l'ex-Congo belge) en 1960, les impérialistes fomentèrent une rébellion contre le premier ministre, le dirigeant nationaliste Patrice Lumumba. Les Etats-Unis montèrent une intervention militaire sous couvert d'une mission de « maintien de la paix » de l'ONU. Lumumba fut renversé lors d'un coup d'Etat soutenu par les Etats-Unis et livré au dirigeant rebelle Moïse Tshombé, qui le fit assassiner avec la complicité de la CIA.

Les troupes de l'ONU se retirèrent après avoir installé le sanguinaire Mobutu au pouvoir en 1964. Celui-ci recruta une troupe de mercenaires, armés par les Etats-Unis, pour réprimer un soulèvement nationaliste qui avait éclaté après la chute de Lumumba. Appuyés par l'aviation américaine et des troupes belges, les mercenaires marchèrent ensuite sur Stan-

leyville (aujourd'hui Kisangani), se livrant à des massacres indiscriminés de milliers de civils. Depuis cette époque, Mobutu fait subir à la population un régime de terreur réactionnaire ininterrompue, tout en puisant à pleines mains dans les caisses du pays.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'impérialisme français réussit à profiter de l'enlisement des Etats-Unis au Vietnam pour renforcer son emprise néo-coloniale sur l'Afrique noire « francophone ». Aussi longtemps que le consensus antisoviétique unissait les différentes puissances impérialistes derrière les Etats-Unis, les rivalités interimpérialistes dans cette région pouvaient rester en sourdine. Paris faisait ainsi valoir que son réseau de bases militaires et d'« accords de défense » français dans la région pouvaient contribuer à y contrer l'influence de l'URSS. La France avait à cette époque toute latitude pour envoyer sa soldatesque au secours de ses satrapes menacés par une rébellion armée, comme elle le fit au Zaïre en 1978 en parachutant les tueurs de la Légion étrangère à Kolwezi.

Mais l'écroulement de l'Union soviétique a supprimé un contrepoids aux visées de domination mondiale des Etats-Unis. Ceci a encouragé Washington et ses alliés à perpétrer toute une série d'invasions, depuis le massacre en Irak en 1991 jus-

qu'aux occupations racistes de la Somalie et d'Haïti. Washington a maintenant engagé en Afrique centrale une épreuve de force avec Paris dont l'enjeu est l'influence dans l'ancienne « chasse gardée » française dans la région. Avec le Zaïre, et après le Rwanda en 1994, c'est une pièce maîtresse de la « chasse gardée » néo-coloniale de l'impérialisme français en Afrique noire qui est aujourd'hui sur le point de passer, avec ses immenses richesses minières, dans la sphère d'influence américaine (et dans une moindre mesure, britannique et sud-africaine). Cette défaite annoncée est d'autant plus humiliante pour l'impérialisme français que Paris, ces derniers mois, a continué à soutenir par tous les moyens le régime sanguinaire et corrompu du « maréchal-président ».

Parmi ces efforts désespérés figure notamment le recrutement par des généraux français « à la retraite » de plusieurs centaines de mercenaires envoyés combattre (c'est-à-dire principalement terroriser et massacrer la population locale) aux côtés des forces mobutistes dans l'est du Zaïre. En envoyant maintenant sa soldatesque au Congo voisin, il est probable que l'impérialisme français veut aussi se donner les moyens d'interventions militaires « ciblées » pour protéger ou évacuer son appareil barbouzier de « coopération » néo-coloniale, faire disparaître des documents et des témoins compromettants ou perpétrer de nouveaux « coups tordus » meurtriers.

Les Etats-Unis redoutent cependant que la chute de Mobutu ne provoque l'éclatement d'un pays miné par les divisions ethniques et plongé dans une misère effroyable. C'est pour cela que Washington, ces derniers jours, a exercé une forte pression sur Kabila pour qu'il accepte un cessez-le-feu et accède au pouvoir à Kinshasa dans le cadre d'une « solution négociée ».

Ces rivalités interimpérialistes constituent la toile de fond de la guerre civile entre les rebelles de Kabila et la dictature de Mobutu. Il s'agit là fondamentalement d'une lutte pour savoir qui contrôlera le bradage des immenses richesses minières du pays aux impérialistes tout en régnant sur les masses abominablement exploitées. Les révolutionnaires n'ont pas de camp à choisir dans ce conflit.

Pourtant, les pseudo-trotskyistes du groupe britannique Workers Power (WP) se sont rangés sans hésitation du côté de Kabila contre le régime de Kinshasa, en décrivant le combat des rebelles comme « progressiste » et comme « une lutte légitime contre la dictature pro-impérialiste de Mobutu menée par une alliance de forces

Suite page 11